

BULLETIN OFFICIEL DU CNRS



www.cnrs.fr

N°5

M A I 2020

Table des matières

04. Personnels

04.05 Obligations

04.05.10 Procédures et sanctions disciplinaires

Circulaire CIR122436DRH du 11/09/2012 modifiée le 6/12/2016 et le 14 mai 2020 relative à la procédure disciplinaire applicable aux chercheurs titulaires et stagiaires et aux ingénieurs et techniciens titulaires et stagiaires - 14/05/2020 - - CIR122436DRH-2..... p.8

07. Mesures particulières du CNRS

07.01. Décisions de nomination, cessation de fonction

Administration centrale

2020

Décision portant nomination de M. Louis Avigdor aux fonctions d'adjoint au directeur en charge de la coordination des actions transversales à la direction de l'Europe de la recherche et de la coopération internationale (DERCI) - 21/04/2020 - - DEC200972DAJ..... p.35

DR02

2019

Décision portant nomination de M. Jean-Pierre Coutanceau aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR8246 intitulée Neurosciences Paris-Seine - 30/08/2019 - -

DEC192177DR02..... p.36

Décision portant nomination de Mme Coralie Fouquet aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR8246 intitulée Neurosciences Paris-Seine - 30/08/2019 - -

DEC192178DR02..... p.37

Décision portant nomination de Mme Aurèle Crasson aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR8132 intitulée Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM) - 30/08/2019 - - DEC192181DR02..... p.38

Décision portant nomination de Mme Marie-Aude Plamont aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR8640 intitulée Processus d'Activation Sélectif par Transfert d'Energie Uni-électronique ou Radiatif - 19/09/2019 - - DEC192479DR02..... p.39

Décision portant nomination de Mme Nathalie Durand aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire (IPCM) - 20/09/2019 - - DEC192522DR02..... p.40

Décision portant nomination de M. Marc Petit aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire (IPCM) - 20/09/2019 - - DEC192523DR02..... p.42

Décision portant nomination de Mme Valérie Marvaud aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire (IPCM) - 20/09/2019 - - DEC192524DR02..... p.43

Décision portant nomination de M. Ludovic Dubreucq aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire (IPCM) - 20/09/2019 - - DEC192525DR02..... p.44

Décision portant nomination de M. Frank Senegas aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR7207 intitulée Centre de recherche en Paléontologie, Paris - 27/09/2019 - - DEC192588DR02..... p.45

Décision portant nomination de Mme Marie-Claude Jahan aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMS3332 intitulée Relais d'information sur les sciences de la cognition (RISC) - 27/09/2019 - - DEC192601DR02..... p.46

Décision portant nomination de Mme Sandrine Labruquère-Zanna aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR8247 intitulée Institut de Recherche de Chimie Paris (IRCP) - 11/10/2019 - - DEC192689DR02..... p.47

Décision portant nomination de Mme Valérie Albin aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR8247 intitulée Institut de Recherche de Chimie Paris (IRCP) - 11/10/2019 - - DEC192690DR02..... p.48

Décision portant nomination de M. Denis Lancelin aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR8248 intitulée Laboratoire des Systèmes Perceptifs (LSP) - 11/10/2019 - - DEC192699DR02..... p.49

Décision portant nomination de M. Benoît Espiau aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte USR3278 intitulée Centre de recherche insulaire et observatoire de l'environnement (CRIOBE) - 25/10/2019 - - DEC192785DR02..... p.50

Décision portant nomination de M. Mathieu Leroux-Coyau aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR7618 intitulée Institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris (IEES) - 19/12/2019 - - DEC192786DR02..... p.51

Décision portant nomination de M. Eddi Antonin aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR7636 intitulée Physique et mécanique des milieux hétérogènes (PMMH) - 19/12/2019 - - DEC192787DR02..... p.52

Décision portant nomination de Mme Justine Laurent aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR7636 intitulée Physique et mécanique des milieux hétérogènes (PMMH) - 19/12/2019 - - DEC192788DR02..... p.53

Décision portant cessation de fonctions de Mme Carla Carvalhais , assistante de prévention (AP) au sein de l'unité FRE2026 intitulée Espaces, Nature et Culture - 08/11/2019 - - DEC192879DR02..... p.54

Décision portant cessation de fonctions de M. François Ory, assistant de prévention (AP) au sein de l'unité UMR8546 intitulée Archéologie et philologie d'Orient et d'Occident (AOROC) - 06/12/2019 - - DEC193026DR02..... p.55

Décision portant nomination de Mme Sophie Richon aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR144 intitulée Biologie cellulaire et cancer - 20/12/2019 - - DEC193259DR02..... p.56

Décision portant nomination de Mme Lise Hurbain aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR144 intitulée Biologie cellulaire et cancer - 20/12/2019 - - DEC193260DR02..... p.57

Décision portant nomination de Mme Nathalie Poulet Crovisier aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR7207 intitulée Centre de recherche en Paléontologie, Paris (CR2P) - 29/07/2019 - - DEC192118DR02..... p.58

Décision portant nomination de Mme Emmanuelle Demey aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte FRE2032 intitulée Spectrométrie de masse biologique et protéomique - 19/07/2019 - - DEC192051DR02..... p.59

Décision portant nomination de M. Hugues Ringuenet aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR7614 intitulée Laboratoire de Chimie Physique - Matière et Rayonnement - 19/07/2019 - - DEC192056DR02..... p.60

2020

Décision portant nomination de Mme Anna SARGSYAN-DELAVAL, aux fonctions de responsable de service adjointe du Service Partenariat et Valorisation de la délégation Paris Centre - 28/05/2020 - - DEC201048DR02..... p.61

DR04

2020

Décision portant nomination de M. Guillaume HARRY aux fonctions de responsable de la sécurité des systèmes d'information de l'IDRIS (UPS851) - 03/04/2020 - - DEC200939DR04..... p.62

Décision portant nomination de M. Célestin LIBANGA aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UPR3251 intitulée Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur - 13/05/2020 - - DEC201021DR04..... p.63

Décision portant cessation de fonctions de M. Laurent POINTAL assistant de prévention (AP) au sein de l'unité UPR3251 intitulée Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur - 12/05/2020 - - DEC201019DR04..... p.64

Décision portant nomination de Mme Sandrine Pavy aux fonctions de chargée de mission - 18/05/2020 - - DEC200981IN2P3..... p.65

DR05

2020

Décision portant nomination de Mme Nathalie Royer aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Meudon - 12/05/2020 - - DEC201016DR05..... p.66

DR06

2020

Décision portant nomination de Mme Valérie Thevenin, aux fonctions de chargé(e) de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité ERL7004 intitulée Lumières, nanomatériaux & nanotechnologies (L2n) - 05/04/2020 - - DEC200945DR06..... p.67

Décision portant nomination de M. Francis Hoffmann, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7053 intitulée L2CM - 07/05/2020 - - DEC201012DR06..... p.68

DR08

2019

Décision portant nomination de Mme Sabine Petit aux fonctions de chargée de mission à temps partiel - 31/10/2019 - - DEC192726DGDS..... p.69

DR10

2019

Décision portant nomination de M. Dominique MULLER aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR 7357 intitulée Laboratoire des sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie (ICube) - 08/03/2019 - - DEC190914DR10..... p.70

Décision portant nomination de M. Christophe LEFEVRE aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR 7504 intitulée Institut de Physique et Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS) - 08/03/2019 - - DEC190917DR10..... p.72

Décision portant nomination de M. Simon GREE aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR 7361 intitulée Institut de Science des Matériaux de Mulhouse (IS2M). - 08/03/2019 - - DEC190918DR10..... p.76

Décision portant nomination de M. Dominique BIELLMANN aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR 7104 intitulée Institut de Génétique et de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IGBMC). - 12/04/2019 - - DEC191167DR10..... p.78

Décision portant cessation de fonctions de M. Jérôme Colin, assistant de prévention (AP) au sein de l'unité mixte UMR7357 intitulée Laboratoire des sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie (ICube) - 18/04/2019 - - DEC191213DR10..... p.79

Décision portant nomination de M. Jesse SCHIFFLER aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR7357 intitulée Laboratoire des Sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie (ICube) - 26/06/2019 - - DEC191716DR10..... p.81

Décision portant nomination de Mme Ludvine Ramolu aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité de la fédération de recherche intitulée FR1589 Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC) - 19/12/2019 - - DEC193245DR10..... p.84

DR16

2020

Délégation de signature consentie à Madame Francesca GRASSIA, secrétaire générale du Comité National de la Recherche Scientifique (CoCNRS), unité MOY1613 intitulée « Secrétariat Général du

Comité National de la Recherche Scientifique » (SGCN), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 30/04/2020 - - DEC200941DR16..... p.85
Décision portant nomination de Mme LODEHO-DEVAUCHELLE aux fonctions de chargé de mission - 27/05/2020 - - DEC201043DRH..... p.87

DR17

2019

Décision portant nomination de Mme Marie-Paule Besland aux fonctions de chargée de mission - 31/10/2019 - - DEC192725DGDS..... p.89

2020

Décision portant nomination de M. David ZWOLINSKI, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR8227 intitulée Laboratoire de Biologie Intégrative des Modèles Marins (LBI2M) - 11/05/2020 - - DEC200458DR17..... p.90

Décision portant nomination de M. David ZWOLINSKI, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7144 intitulée Adaptation et diversité en milieu marin (AD2M) - 11/05/2020 - - DEC200457DR17..... p.91

Décision portant nomination de M. Jean-Michel AROUMOUGOM, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMI3614 intitulée Evolutionary Biology and Ecology of Algae (EBEA) - 11/05/2020 - - DEC200456DR17..... p.92

Décision portant nomination de M. Jean-Michel AROUMOUGOM, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité FR2424 intitulée Station biologique de Roscoff (SBR) - 11/05/2020 - - DEC200454DR17..... p.93

Décision portant nomination de M. Sébastien GUIFFAN, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR6112 intitulée Laboratoire de planétologie et géodynamique (LPG) - 20/05/2020 - - DEC201036DR17..... p.94

07.02. Décisions - délégations de signature

DR05

2020

Décision portant délégation de signature à Mme Nathalie Royer, responsable du service des ressources humaines, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Cavelier, délégué régional de la délégation Ile-de-France Meudon - 19/05/2020 - - DEC201034DR05..... p.95

Décision portant délégation de signature à Mme Audrey Célestine et M. Antonio Mendes pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité USR2002 intitulée Centre international de recherches sur les esclavages et post-esclavages (CIRESC) - 01/01/2020 - - DEC200604DR05..... p.96

Décision portant modification de la décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional de la circonscription Ile-de-France Ouest et Nord (DR05) - 14/05/2020 - - DEC201020DAJ..... p.97

Décision portant délégation de signature à Mme Anne E. Berger, directrice de l'unité UMR8238 intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/01/2020 - - DEC200395DR05..... p.98

Décision portant délégation de signature à Mme Caroline Ibos et Mme Julie de Faramond pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR82378 intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS) - 29/01/2020 - - DEC200396DR05..... p.100

Décision portant délégation de signature à Mme Myriam Cottias, directrice de l'unité USR2002 intitulée Centre international de recherches sur les esclavages et post-esclavages (CIRESC), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200603DR05..... p.101

DR06

2020

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMS3653 intitulée Gestion de l'Institut Carnot énergie et environnement de Nancy(ICEEL)

- 11/02/2020 - - DEC193315DR06..... p.103

Décision portant délégation de signature à M. Laurent LARGER directeur de l'unité UMR6174 intitulée Franche-Comté Electronique Mécanique Thermique et Optique - Sciences et Technologie (FEMTO-ST) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 02/01/2020 - - DEC200967DR06..... p.105

Décision portant délégation de signature à M. Jérôme STERPENICH directeur de l'unité UMS3653 intitulée Gestion de l'Institut Carnot énergie et environnement de Nancy, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

- 11/02/2020 - - DEC193314DR06..... p.107

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6174 intitulée Franche-Comté Electronique Mécanique Thermique et Optique - Sciences et Technologie (FEMTO-ST) - 02/01/2020 - - DEC200969DR06..... p.109

DR11

2020

Décision portant délégation de signature à Mme Maurine MONTAGNAT RENTIER, directrice de l'unité GDR2006 intitulée Recristallisation et croissance des grains (REX), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 28/02/2020 - - DEC200394DR11..... p.111

Décision portant délégation de signature à M. Kholdoun TORKI, directeur de l'unité UMS3040 intitulée Circuits Multi-Projets (CMP), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 04/03/2020 - - DEC200790DR11..... p.113

DR15

2020

Décision portant délégation de signature à M. Thierry Stoecklin, directeur de l'unité GDR3575 intitulée Dynamique quantique dans les systèmes moléculaires : théorie, modélisation, simulation (THEMS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 24/01/2020 - - DEC200857DR15..... p.115

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Jacques Bessoule, directeur de l'UMR5200 intitulée Laboratoire de biogenèse membranaire (LBM), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/03/2020 - - DEC200860DR15..... p.117

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Philippe Domenger, directeur de l'UMR5800 intitulée Laboratoire Bordelais de Recherche en Informatique (LaBRI), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200864DR15..... p.119

DR16

2020

Décision portant délégation de signature à Monsieur Michaël CANVA, directeur de l'unité UMI3463 intitulée « Laboratoire Nanotechnologies et Nanosystèmes » (LN2), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 17/01/2020 - - DEC200310DR16..... p.121

Décision portant délégation de signature à Monsieur Denis BENDEJACQ, de l'unité UMI3254 intitulée « Complex Assemblies of Self Matter » (COMPASS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 17/01/2020 - - DEC200304DR16..... p.123

Délégation de signature consentie à Monsieur Jacques MADDALUNO, directeur de l'unité INS1620 intitulée « Institut de chimie » (INC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 17/01/2020 - - DEC200384DR16..... p.125

DR18

2020

délégation de signature à M. Pierre MARQUIS, directeur de l'unité UMR8188 intitulée Centre de Recherche en Informatique de Lens (CRIL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193304DR18..... p.127

délégation de signature à M. Alain LERNOULD, directeur de l'unité UMR8163 intitulée SAVOIRS, TEXTES, LANGAGE (STL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193300DR18..... p.129

délégation de signature à M. Jean Philippe LAVAL, directeur de l'unité FRE2017 intitulée Laboratoire de Mécanique des Fluides de Lille Kampé de Fériet (LMFL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193296DR18..... p.131

délégation de signature à Mme Anne WADOUACHI, Directrice de l'unité FR3085 intitulée « Institut de Chimie de Picardie » - 01/01/2020 - - DEC200806DR18..... p.133

Délégation de signature à M. Sebastian VOLZ, directeur de l'unité UMI2820 intitulée Laboratory for Integrated Micro Mechatronics Systems (LIMMS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/06/2020 - - DEC200973DR18..... p.135

délégation de signature à M. Jean DUBUISSON, directeur de l'unité UMR9017 intitulée Centre d'infection et d'immunité de Lille (CIIL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193307DR18..... p.137

07.04. Décisions tarifaires

DR10

2020

Décision relative au tarif des produits de l'unité UMS3415 intitulée Chronobiotron - 28/04/2020 - - DEC200990DR10..... p.139

07.06. Autres décisions

Administration centrale

2020

Décision relative aux taux de promotion de grade des fonctionnaires ingénieurs, techniciens et adjoints techniques du CNRS - 07/05/2020 - - DEC200992DRH..... p.157

Décision portant ouverture des examens professionnels de sélection pour l'accès aux grades d'ingénieurs de recherche hors classe, de techniciens de la recherche de classe exceptionnelle et de techniciens de la recherche de classe supérieure. - 07/05/2020 - - DEC200966DRH..... p.160

Décision modificative portant nomination de membres remplaçants à la CAP n°2, compétente à l'égard des chargés de recherche - 29/04/2020 - - DEC200993DRH..... p.162

Décision nomination CAP n°2 Dussardier en remplacement de Boucaud - 29/04/2020 - - DEC200987DRH..... p.163

DR04

2020

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8190 intitulée Laboratoire "Atmosphères et observations spatiales" - 04/05/2020 - - DEC200996DR04..... p.164

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UPR288 intitulée Laboratoire d'énergétique moléculaire et macroscopique, combustion - 04/05/2020 - - DEC200997DR04..... p.165

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UPR2301 intitulée Institut de chimie des substances naturelles - 04/03/2020 - - DEC200802DR04..... p.166

DR05

2020

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8096 intitulée Archéologie des Amériques (Archam) - 17/04/2020 - - DEC200971DR05..... p.167

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7235 intitulée Economix - 06/04/2020 - - DEC200942DR05..... p.168

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7218 intitulée Laboratoire architecture ville urbanisme environnement (LAVUE) - 17/03/2020 - - DEC200900DR05..... p.169

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8088 intitulée Analyse, géométrie et modélisation (AGM) - 18/03/2020 - - DEC200899DR05..... p.170

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7114 intitulée Modèles, dynamiques, corpus (MODYCO) - 18/03/2020 - - DEC200898DR05..... p.171

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UPS855 intitulée Division technique de l'INSU (DT INSU) - 27/05/2020 - - DEC201047DR05..... p.172

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7220 intitulée Institut des sciences sociales du politique (ISP) - 16/03/2020 - - DEC200882DR05..... p.173

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8051 intitulée Equipes traitement de l'information et systèmes (ETIS) - 28/04/2020 - - DEC201046DR05..... p.174

DR18

2020

création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8188 intitulée Centre de Recherche en Informatique de Lens (CRIL) - 15/04/2020 - - DEC200964DR18..... p.175

création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR9193 intitulée Sciences Cognitives et Sciences Affectives (SCALab) - 15/04/2020 - - DEC200965DR18..... p.177

création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7352 intitulée Laboratoire Amiénois de mathématique fondamentale et appliquée (LAMFA) - 04/05/2020 - - DEC201008DR18..... p.179

**CIRCULAIRE n° CIR122436DRH RELATIVE
A LA PROCÉDURE DISCIPLINAIRE
APPLICABLE AUX
CHERCHEURS TITULAIRES ET
STAGIAIRES ET AUX
INGÉNIEURS ET TECHNICIENS TITULAIRES
ET STAGIAIRES**

RÉFÉRENCES

- Droits et obligations des fonctionnaires : loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- Fonctionnaires de l'État : loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant disposition statutaires relatives à la fonction publique de l'État
- Fonctionnaires stagiaires : décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics
- Discipline : décret n° 84-961 du 25 octobre 1984 modifié relatif à la procédure disciplinaire concernant les fonctionnaires de l'État
- Commission administrative paritaire : décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires
- Règlement intérieur de la commission administrative paritaire

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1. Faute disciplinaire	5
2. Faute et absence de faute	5
3. Faute disciplinaire et faute pénale	5
4. La prescription des faits	6
5. La mesure de suspension	6
 I. LES ACTEURS DE L'ACTION DISCIPLINAIRE	 8
A. Le président-directeur général du CNRS	8
B. Le délégué régional ou la déléguée régionale	8
C. Les commissions administratives paritaires (CAP)	8
D. La direction des ressources humaines (DRH)	8
 II. L'INSTRUCTION	 9
A. Saisine de la délégation régionale	9
B. Instruction préalable à l'engagement de l'action disciplinaire	9
C. Enquête préalable par l'administration	9
D. Constitution du dossier disciplinaire	10
E. Contenu du rapport de saisine de la commission administrative paritaire	10

III. L'ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE ET L'INFORMATION DE L'AGENT	11
A. Engagement de la procédure.....	11
B. Information de l'agent	11
C. Composition du dossier individuel de l'agent	11
D. Consultation du dossier par l'agent.....	12
E. Ajout de pièces	12
F. Convocation de l'intéressé	13
G. Convocation des témoins	13
H. Convocation des membres de la commission administrative paritaire	13
 IV. LE DÉROULEMENT DU CONSEIL DE DISCIPLINE ET L'EXERCICE DES DROITS DE LA DÉFENSE	 14
A. Durée de la séance	14
B. Composition de la commission administrative paritaire	14
C. Report de la séance	14
D. Impartialité et indépendance des membres de la commission administrative paritaire	15
E. Ouverture de la séance, parité et quorum	15
F. Absence de l'agent	15
G. Exposé des faits.....	15
H. Assistance par un ou plusieurs défenseurs	16
I. Audition de l'intéressé et observations écrites	16
J. Audition des témoins	16
K. Experts	16
 V. LE DÉLIBÉRÉ ET L'AVIS DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE	 17
A. Huis clos	17
B. Appréciation de la matérialité des faits et qualification juridique	17
C. Supplément d'information	17
D. Vote de la proposition de sanction	18
E. Mode de scrutin	18
F. Rédaction d'un avis motivé	18
 VI. LES SUITES DE L'AVIS	 19
A. Transmission de l'avis au président-directeur général du CNRS.....	19
B. Transmission de l'avis et des autres documents à l'intéressé	19
C. Procès-verbal de la séance.....	19
D. Prononcé de la sanction disciplinaire	19
E. Notification, forme et motivation de la sanction.....	20
F. Suite de la sanction	20

VII. LA PROCÉDURE DISCIPLINAIRE POUR UNE SANCTION DU 1^{ER} GROUPE..... 21

A. Infliction d'une sanction du 1 ^{er} groupe.....	21
B. Distinction entre l'avertissement et la mesure de prévention hiérarchique.....	21
C. Saisine de la délégation régionale.....	21
D. Instruction préalable à l'engagement de l'action disciplinaire.....	21
E. Enquête préalable.....	22
F. Engagement de la procédure.....	22
G. Information de l'agent.....	22
H. Composition du dossier individuel de l'agent.....	22
I. Consultation du dossier par l'agent.....	23
J. Ajout de pièces.....	23
K. Entretien.....	23
L. Prononcé de la sanction disciplinaire.....	23
M. Notification, forme et motivation de la sanction.....	23
N. Suite de la sanction.....	24

VIII. L'ÉCHELLE DES SANCTIONS ET LEURS INCIDENCES..... 25

A. Pour les fonctionnaires titulaires.....	25
B. Pour les fonctionnaires stagiaires.....	27

INTRODUCTION

Le présent document est destiné aux services des délégations régionales, aux membres élus représentant le personnel ainsi qu'aux membres nommés représentant l'administration au sein des commissions administratives paritaires du CNRS.

Il a vocation à informer les agents sur la procédure disciplinaire applicable au CNRS.

Il a pour finalité d'offrir une information exhaustive sur les différentes étapes de cette procédure à suivre.

1. Faute disciplinaire

L'article 29 de la loi du 13 juillet 1983 dispose notamment : « *Toute faute commise par un fonctionnaire dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions l'expose à une sanction disciplinaire sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par la loi pénale* ».

L'action disciplinaire tend à sanctionner une faute professionnelle. Les fautes professionnelles ne sont pas définies de façon exhaustive par les textes mais la jurisprudence considère comme une faute professionnelle tout acte de nature à porter atteinte au bon fonctionnement du service.

Il peut s'agir d'un acte contraire aux obligations déontologiques du fonctionnaire, ou d'un acte de sa vie privée, si cet acte a pour effet de perturber le bon fonctionnement du service ou de jeter le discrédit sur l'administration.

Il appartient à l'administration d'apprécier, au cas par cas, si un acte constitue une faute disciplinaire et, si tel est le cas, de décider s'il convient d'engager une procédure en vue de sanctionner son auteur.

2. Faute et absence de faute

Les situations suivantes ne constituent pas des fautes susceptibles de sanctions disciplinaires :

- l'insuffisance professionnelle ;
- l'inaptitude physique ;
- les actes accomplis sous l'effet de la force majeure ;
- les faits fautifs amnistiés.

3. Faute disciplinaire et faute pénale

Le régime disciplinaire est en principe totalement indépendant du droit pénal. Il s'ensuit qu'un même fait peut s'analyser à la fois comme une faute pénale et une faute disciplinaire ou, à l'inverse, ne constituer qu'une faute disciplinaire, sans être susceptible de qualification pénale.

Lorsque les faits commis par l'agent sont poursuivis pénalement, l'administration n'est pas liée par les suites de l'instance pénale :

- l'instance pénale ne tient pas en suspens la procédure disciplinaire ;
- les faits non constitutifs d'une faute pénale peuvent toujours constituer une faute disciplinaire ;
- une faute pénale peut, le cas échéant, ne pas être qualifiée de faute disciplinaire.

Cette indépendance se comprend au regard de la finalité de l'action disciplinaire, qui diffère de la finalité de l'action pénale : la sanction disciplinaire a pour but de protéger le service, tandis que la sanction pénale protège la société. La qualification pénale d'un fait est sans incidence sur sa qualification disciplinaire : il peut y avoir faute disciplinaire sans faute pénale et vice-versa. Parce que l'action disciplinaire n'a pas vocation à se substituer à l'action pénale, elle n'est pas tenue par la qualification pénale des faits.

4. La prescription des faits

L'article 19 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 dispose : « *Aucune procédure disciplinaire ne peut être engagée au-delà d'un délai de trois ans à compter du jour où l'administration a eu une connaissance effective de la réalité, de la nature et de l'ampleur des faits passibles de sanction* ».

Lorsque l'agent fait l'objet de poursuites pénales, ce délai est interrompu jusqu'à la décision définitive de classement sans suite, de non-lieu, d'acquiescement, de relaxe ou de condamnation.

Une fois ce délai passé et à l'exception du cas où une autre procédure disciplinaire a été engagée à l'encontre de l'agent avant l'expiration de ce délai, les faits reprochés ne peuvent plus être invoqués dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

En tout état de cause, l'appréciation de ce délai doit être établie en lien avec la direction des ressources humaines.

5. La mesure de suspension

5.1 La mise en œuvre de la suspension

L'article 30 de la loi n° 83-684 dispose : « *En cas de faute grave commise par un fonctionnaire, qu'il s'agisse d'un manquement à ses obligations professionnelles ou d'une infraction de droit commun, l'auteur de cette faute peut être suspendu par l'autorité ayant pouvoir disciplinaire qui saisit, sans délai, le conseil de discipline* ».

La mesure de suspension est une mesure conservatoire et provisoire. Elle est prise dans l'intérêt du service afin d'écarter de manière temporaire un fonctionnaire du service, en attendant qu'il soit statué disciplinairement ou pénalement sur sa situation. Il n'y a pas de délai pour prononcer une suspension.

La mesure de suspension n'ayant pas un caractère disciplinaire, les droits de la défense ne sont pas applicables (convocation de l'agent, consultation de son dossier). Egalement, la mesure de suspension n'a pas à être motivée au titre des décisions individuelles défavorables.

Pour pouvoir prendre une mesure de suspension, les faits reprochés doivent avoir le caractère d'une faute grave. Cette faute peut être un manquement aux obligations professionnelles ou une infraction pénale. Lorsqu'il y a une présomption de faute grave, un caractère de vraisemblance suffisant permet de justifier une mesure de suspension.

Il convient de préciser que l'insuffisance professionnelle ne peut pas donner lieu à une mesure de suspension.

En raison de l'indépendance entre les poursuites disciplinaires et pénales, il est possible de fonder une mesure de suspension sur des faits recueillis lors de l'instruction judiciaire. Lorsque ces faits sont étrangers au service, il est possible de prendre une mesure de suspension dès lors qu'ils relèvent d'une qualification criminelle. Toutefois lorsque l'instance pénale ayant motivée la suspension aboutit à un non-lieu, il est nécessaire de mettre fin à la mesure de suspension.

La suspension ne peut avoir d'effet rétroactif sauf s'il s'agit d'une décision de suspension à titre conservatoire lorsque le fonctionnaire concerné a été incarcéré. Il doit être relevé que lorsque le fonctionnaire est incarcéré, l'administration peut ainsi choisir de le suspendre de ses fonctions ou de cesser de le rémunérer pour absence de service fait.

Le fonctionnaire suspendu cesse d'être soumis aux règles de non cumul avec une activité privée mais il reste soumis aux règles de contrôle déontologique. Dans ce cadre, s'il souhaite exercer une activité privée, il doit en informer le service des ressources humaines de la délégation régionale.

Egalement, le fonctionnaire suspendu a droit au congé de maladie mais dans ce cas il doit être mis fin à sa suspension.

Par ailleurs, durant sa suspension, le fonctionnaire conserve son traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les prestations familiales obligatoires.

5.2 L'expiration du délai de suspension

A tout moment, il est possible de mettre fin à une mesure de suspension. Mais, en tout état de cause, la situation du fonctionnaire suspendu doit être définitivement réglée dans un délai de quatre mois.

A l'expiration de ce délai, le fonctionnaire est rétabli dans ses fonctions, dans les deux situations suivantes :

- le fonctionnaire ne fait pas l'objet de poursuites pénales et aucune décision n'a été prise par l'administration,
- le fonctionnaire fait l'objet de poursuites pénales mais les mesures décidées par l'autorité judiciaire ou l'intérêt du service ne font pas obstacle à sa réintégration.

A défaut, si par une décision motivée, le fonctionnaire n'est pas rétabli dans ses fonctions, il peut :

- être affecté provisoirement par l'autorité investie du pouvoir de nomination, sous réserve de l'intérêt du service, dans un emploi compatible avec les obligations du contrôle judiciaire auquel il est, le cas échéant, soumis,
- ou à défaut, être détaché d'office, à titre provisoire, dans un autre corps ou cadre d'emplois pour occuper un emploi compatible avec de telles obligations.

Dans ce cas, lorsque le fonctionnaire, en raison de poursuites pénales, n'est pas rétabli dans ses fonctions, affecté provisoirement ou détaché provisoirement dans un autre emploi, il peut subir une retenue, qui ne peut être supérieure à la moitié de sa rémunération (traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les prestations familiales obligatoires). Il continue, néanmoins, à percevoir la totalité des suppléments pour charges de famille.

Lorsque la situation du fonctionnaire est définitivement réglée par l'administration ou lorsque l'évolution des poursuites pénales rend impossible sa prolongation, il doit être mis fin à l'affectation ou au détachement provisoire.

En outre, il est nécessaire d'informer le cas échéant le magistrat ayant ordonné le contrôle judiciaire, le procureur de la République et la commission administrative paritaire du corps d'emploi d'origine des mesures prises à l'égard de l'intéressé.

En cas de non-lieu, relaxe, acquittement ou mise hors de cause, le fonctionnaire est rétabli dans ses fonctions. Pour cela, un procès-verbal doit être établi visant le dernier alinéa de l'article 30 de la loi n°83-634 susvisée et indiquant la date de rétablissement de l'intéressé dans ses fonctions. Si l'intéressé en est d'accord, ce procès-verbal sera, dans un délai d'un mois, par tout moyen approprié (par voie d'affichage ou de façon dématérialisée), porté à la connaissance des agents en fonction dans les administrations, services ou établissements intéressés et des usagers, lorsque l'agent concerné occupe un emploi en contact avec le public.

Le rétablissement dans les fonctions en raison de l'absence de poursuites pénales n'implique pas nécessairement l'abandon des poursuites disciplinaires.

En tout état de cause, il est nécessaire de se rapprocher de la direction des ressources humaines pour apprécier l'opportunité, la mise en œuvre et le suivi d'une mesure de suspension.

I. LES ACTEURS DE L'ACTION DISCIPLINAIRE

A. Le président-directeur général du CNRS

Le pouvoir disciplinaire appartient à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Au CNRS, ce pouvoir appartient au président-directeur général. Il peut prononcer toutes les sanctions disciplinaires. Par délégation, le directeur général délégué aux ressources (DGD-R) peut signer les sanctions.

Celles du 1^{er} groupe (avertissement, blâme et exclusion temporaire de fonctions d'une durée maximale de trois jours) peuvent être prononcées par les délégués régionaux, sur délégation de signature du président-directeur général du CNRS. Le président-directeur général du CNRS reste toutefois compétent pour prendre une décision du 1^{er} groupe, que la commission administrative paritaire ait été saisie ou non.

B. Le délégué régional ou la déléguée régionale

Si la commission administrative paritaire n'est pas saisie, le délégué régional a compétence pour prononcer les sanctions du 1^{er} groupe.

C. Les commissions administratives paritaires (CAP)

Leur consultation préalable est obligatoire lorsque la sanction envisagée est une sanction autre qu'une sanction du 1^{er} groupe (avertissement, blâme, ou exclusion temporaire de fonctions d'une durée maximale de trois jours).

Présidées par le président-directeur général du CNRS ou, en cas d'empêchement par un autre représentant de l'administration membre de la commission administrative paritaire, ces instances siègent en conseil de discipline.

Leur mission est d'émettre un avis motivé destiné à éclairer le président-directeur général du CNRS sur les faits et leur qualification, et de lui proposer une sanction.

D. La direction des ressources humaines (DRH)

La direction des ressources humaines (DRH) intervient à tous les stades de la procédure disciplinaire.

Elle apprécie si la commission administrative paritaire doit être saisie des faits et conduit, en lien avec la délégation régionale, la procédure disciplinaire.

II. L'INSTRUCTION

A. Saisine de la délégation régionale

Il revient au supérieur hiérarchique de l'agent ayant commis des faits susceptibles d'une qualification disciplinaire d'avertir le délégué régional.

Le cas échéant, la personne subissant un comportement répréhensible doit prévenir le supérieur hiérarchique de l'agent en question. Les représentants du personnel, ou toute autre personne saisie par l'agent affirmant subir un comportement constitutif d'une faute, peuvent saisir le délégué régional des faits.

Si le supérieur hiérarchique est en cause, il appartient au délégué régional de se saisir des éléments de faits dès qu'il en a connaissance. De même, la personne subissant un comportement constitutif d'une faute disciplinaire peut saisir le supérieur hiérarchique du responsable en cause. Les représentants du personnel peuvent également alerter le supérieur hiérarchique de ce responsable.

B. Instruction préalable à l'engagement de l'action disciplinaire

L'instruction permet la collecte des faits, qu'ils soient en faveur ou non de l'agent concerné. En effet, l'instruction doit être à charge et à décharge.

Elle doit être menée en lien avec la direction des ressources humaines. Pour cela, le délégué régional avertit la direction des ressources humaines dès le début de l'instruction.

Puis, le délégué régional reçoit l'agent concerné, pour l'entendre sur les faits reprochés. Cet entretien n'est pas de nature disciplinaire : il s'agit simplement, pour l'agent et la personne en charge du dossier au sein du service ressources humaines de la délégation, de faire le point sur les éléments de fait, d'écouter l'agent. Un compte-rendu, qui retranscrit de manière factuelle l'entretien, est rédigé et signé par toutes les parties. Il sera, en cas d'action disciplinaire, versé au dossier individuel de l'agent. En amont de cet entretien, dans l'hypothèse où cela s'avère nécessaire, des entretiens peuvent également être organisés avec toute personne concernée. Ces entretiens doivent donner lieu à des comptes rendus signés.

Si les faits semblent avérés et susceptibles d'une qualification disciplinaire, la délégation régionale revient vers la direction des ressources humaines. La direction des ressources humaines apprécie s'il y a lieu d'engager une procédure disciplinaire et si, au regard des faits, il y a lieu de saisir la commission administrative paritaire. Elle apprécie également si une enquête administrative préalable est nécessaire.

Si la direction des ressources humaines estime qu'il y a lieu d'engager une procédure disciplinaire, le supérieur hiérarchique de l'agent rédige un rapport à l'attention du délégué régional dans lequel il relate l'ensemble des faits reprochés, en les établissant au moyen de pièces justificatives.

Le délégué régional rédige un rapport à l'attention du président-directeur général du CNRS, tout aussi circonstancié. Ces rapports seront communiqués à l'agent lorsque la procédure sera engagée.

C. Enquête préalable par l'administration

Il est toujours loisible à l'administration de diligenter une enquête, lorsque les circonstances de l'espèce l'exigent.

L'administration diligente l'enquête et la confie à une ou plusieurs personnalités indépendantes et impartiales.

Cette enquête a vocation à établir la matérialité des faits, en opérant toutes les vérifications nécessaires.

A ce stade, si l'agent est entendu, il ne peut demander à être informé du cours de l'enquête.

Eu égard au respect des droits de la défense et du principe du contradictoire, le rapport d'enquête devra figurer dans le dossier individuel de l'agent, lorsque celui-ci sera mis en mesure d'en prendre connaissance.

D. Constitution du dossier disciplinaire

La direction des ressources humaines constitue le dossier disciplinaire qui sera ultérieurement communiqué à l'agent et aux membres de la commission administrative paritaire.

C'est à ce stade que le rapport de saisine de la commission administrative paritaire est rédigé.

La délégation régionale informe l'agent, lors d'un entretien, de ce que la direction des ressources humaines a été saisie des faits.

E. Contenu du rapport de saisine de la commission administrative paritaire

La commission administrative paritaire siégeant en conseil de discipline est saisie sur la base d'un rapport signé du président-directeur général du CNRS. La commission administrative paritaire doit se prononcer dans un délai d'un mois à compter de sa saisine, sans pour autant que l'irrespect de cette règle constitue un vice de procédure.

Ce rapport comporte trois parties. D'abord, il relate de manière exhaustive les faits reprochés et les circonstances de l'espèce. Ensuite, il qualifie les faits au regard des obligations que le fonctionnaire a méconnues. Enfin, il invite la commission administrative paritaire à se prononcer sur le cas de l'agent.

Ce rapport est accompagné de toutes les pièces qui sont de nature à établir les faits reprochés, notamment le rapport d'enquête diligentée le cas échéant.

Ce rapport de saisine est versé au dossier individuel de l'agent concerné.

III. L'ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE ET L'INFORMATION DE L'AGENT

A. Engagement de la procédure

La procédure est officiellement engagée au jour de la signature du rapport de saisine de la commission administrative paritaire par le président-directeur général. L'agent doit alors être informé de l'engagement d'une procédure disciplinaire à son endroit et de ses droits.

B. Information de l'agent

Par courrier signé du président-directeur général du CNRS, l'agent est averti par lettre recommandée avec accusé de réception qu'une procédure disciplinaire est engagée à son endroit. Ce courrier lui indique qu'il a le droit d'obtenir la communication intégrale de son dossier individuel et de tous les documents annexes, et aussi qu'il a la possibilité de se faire assister par un ou plusieurs défenseurs de son choix.

Le courrier présente à l'agent les griefs qui lui sont reprochés et l'informe de son droit à convoquer des témoins. Il est invité pour cela à faire connaître à l'administration les noms et si possible les coordonnées des personnes citées, afin que l'administration procède à leur convocation.

Enfin, l'agent est convoqué devant la commission administrative paritaire, à la date fixée.

Ce courrier est envoyé par le service compétent de la direction des ressources humaines.

L'agent est ensuite informé par courrier du délégué régional des modalités concrètes de consultation de son dossier.

C. Composition du dossier individuel de l'agent

Par dossier individuel on entend, d'une part, le dossier administratif et, d'autre part, le dossier disciplinaire.

Le dossier administratif contient l'ensemble des pièces intéressant la situation administrative de l'agent. Pour les chercheurs, il inclut la partie scientifique.

Le dossier administratif est numéroté sans discontinuité au fur et à mesure de l'ajout de pièces au cours de la carrière de l'agent.

Le dossier disciplinaire contient spécifiquement l'ensemble des éléments propres au déroulé de la procédure disciplinaire. Il contient :

- Le ou les compte(s) rendu(s) d'entretiens ;
- les rapports du supérieur hiérarchique et du délégué régional, avec les pièces justificatives ;
- le rapport de l'enquête administrative, le cas échéant ;
- le rapport de saisine de la commission administrative paritaire en formation disciplinaire, avec les pièces jointes, le cas échéant ;
- les correspondances.

Les pièces doivent être numérotées sans discontinuité, sans pour autant que ce manquement ne vicie la procédure. Le dossier disciplinaire est par exemple numéroté comme suit :

- pièce n° 1 : compte rendu d'entretien ;
- pièce n° 2 : rapport du délégué régional ;
- pièce n° 3 : rapport de saisine de la commission administrative paritaire ;
- pièce n° 4 : rapport de l'enquête administrative
- etc.

D. Consultation du dossier par l'agent

Les modalités de consultation sont précisées dans le courrier d'information d'engagement de la procédure.

D'une part, l'ensemble du dossier individuel est scanné et mis en ligne dans un espace sécurisé, afin de permettre à l'agent et aux membres de la commission administrative paritaire de prendre connaissance de l'ensemble des pièces.

D'autre part, la consultation du dossier individuel par l'agent peut également se faire auprès de la délégation. L'agent peut s'y rendre avec le défenseur de son choix, et procéder à la photocopie des pièces de son choix.

En cas de consultation sur place, un agent est préposé à la surveillance (cette présence n'ayant pas été considérée comme portant atteinte à l'obligation de confidentialité de la communication par la jurisprudence) et à la copie des pièces. A l'issue de la consultation, l'agent, ou le défenseur de son choix si l'agent ne s'est pas déplacé, émarge le bordereau de pièces. Si l'agent ou son défenseur constate qu'une pièce listée dans le bordereau ne figure pas dans son dossier, il en fait état sur le bordereau avant signature.

Si une pièce manque dans le dossier bien qu'elle apparaisse dans le bordereau, il est procédé sans délai à la vérification de l'existence de cette pièce dans le dossier papier et dans le dossier électronique.

Si la pièce n'apparaît pas dans le dossier papier, elle y est ajoutée immédiatement. Si la pièce n'apparaît pas dans le dossier électronique, elle y est également ajoutée.

Si la pièce est ajoutée, l'agent est informé sans délai qu'une nouvelle pièce figure dans le dossier papier et dans le dossier électronique.

Eu égard au principe du contradictoire et au respect des droits de la défense, le délai de consultation offert par l'administration doit permettre à l'agent de consulter son dossier dans de bonnes conditions.

L'administration ne saurait par ailleurs, sans motif tenant à l'impossibilité matérielle d'y procéder, refuser à l'agent ayant consulté son dossier de le consulter de nouveau. Les demandes abusives peuvent toutefois être rejetées.

E. Ajout de pièces

L'administration et l'agent peuvent, jusqu'à la tenue du conseil de discipline, ajouter des pièces au dossier disciplinaire.

La pièce ajoutée par l'administration, qu'elle vienne au soutien d'un grief déjà développé, ou qu'elle révèle de nouveaux faits susceptibles de constituer de nouveaux griefs, doit être ajoutée aux dossiers électronique et papier. L'agent doit être informé sans délai par courriel et lettre recommandée avec accusé de réception de l'existence de cette pièce et être invité à la consulter en ligne, ou sur place, à la délégation, sauf motif tenant aux possibilités matérielles. Les membres de la commission administrative paritaire doivent également être avertis de cet ajout pour qu'ils puissent en prendre connaissance. L'information leur est transmise par courriel.

L'agent peut verser au dossier disciplinaire de nouvelles pièces, ou ses observations. Ces éléments sont versés au dossier papier et le cas échéant dans la version électronique, si les pièces ne sont pas trop volumineuses. Les membres de la commission administrative paritaire doivent être avertis de ces ajouts et mis en mesure de procéder à leur consultation.

L'information de l'agent et des membres peut se faire par courriel.

Toutes les pièces ajoutées doivent être numérotées en partant de la dernière pièce numérotée.

F. Convocation de l'intéressé

L'agent est convoqué par le courrier l'informant de ses droits, au moins 15 jours avant la tenue de la commission administrative paritaire (voir point B).

G. Convocation des témoins

L'administration convoque les témoins dont l'intéressé demande la citation sans pouvoir s'y opposer. La convocation se fait par courriel et lettre recommandée avec accusé de réception. Les courriels et lettres de convocation sont ajoutés au dossier individuel de l'agent. L'agent peut convoquer des témoins par ses propres moyens.

L'administration peut également convoquer des témoins. Les lettres de convocation sont ajoutées au dossier disciplinaire de l'agent, aux fins d'information, conformément au règlement intérieur. Toutefois, dans un souci de protection du témoin, son adresse est occultée.

H. Convocation des membres de la commission administrative paritaire

Les membres de la commission administrative paritaire sont convoqués au moins 15 jours avant la tenue de la commission administrative paritaire et *a minima* dans le délai établi dans le règlement intérieur. En pratique, les membres de la commission administrative paritaire sont convoqués concomitamment à l'agent intéressé. La convocation doit être accompagnée du rapport de saisine de la commission administrative paritaire. Si le rapport de saisine est trop volumineux, seul le rapport sans les pièces jointes leur est transmis. En tout état de cause, ils doivent être informés de la possibilité qui leur est offerte de consulter le dossier individuel électronique et papier de l'agent.

Seuls sont convoqués les membres de la commission administrative paritaire appelés à siéger avec voix délibérative. Si un membre titulaire informe l'administration de son absence, l'administration doit convoquer le membre suppléant. Dans ce cas, l'administration doit convoquer le premier suppléant proclamé élu au titre du même grade et de la même liste que le représentant titulaire empêché. Si, à son tour, il déclare ne pouvoir participer à la séance, doit être convoqué, s'il existe, le second suppléant proclamé élu.

Les membres suppléants peuvent demander à assister aux débats du conseil de discipline. Pour ce faire, l'administration doit les informer de la tenue de la commission administrative paritaire.

IV. LE DÉROULEMENT DU CONSEIL DE DISCIPLINE ET L'EXERCICE DES DROITS DE LA DÉFENSE

A. Durée de la séance

En fonction de l'ampleur du dossier, la commission administrative paritaire peut être convoquée pour deux jours.

B. Composition de la commission administrative paritaire

Le conseil de discipline est une formation restreinte de la commission administrative paritaire.

La présidence est assurée par le président-directeur général du CNRS, ou en cas d'empêchement de celui-ci, par un autre représentant de l'administration, membre de la commission.

Le président-directeur général désigne alors un autre représentant de l'administration pour le remplacer. Il doit être fait mention dans le procès-verbal de l'empêchement et du remplacement.

Sont appelés à siéger à la CAP avec voix délibérative les membres titulaires et, en cas d'empêchement, leurs suppléants représentant le grade auquel appartient l'agent concerné ainsi que les membres titulaires (ou en cas d'empêchement leurs suppléants) représentant le grade immédiatement supérieur. Un nombre égal de représentants de l'administration doit être convoqué.

Lorsque le fonctionnaire dont le cas est soumis à l'examen du conseil de discipline appartient au grade le plus élevé du corps, les représentants de ce grade siègent avec leurs suppléants qui ont alors voix délibérative.

L'administration doit désigner un secrétaire de séance. Le secrétariat doit être assuré par un membre de l'administration, qui peut ne pas être membre du conseil de discipline. Dans ce cas, il ne devra pas assister aux délibérations. Un représentant du personnel est désigné par la commission en son sein pour exercer les fonctions de secrétaire adjoint. Il peut être choisi parmi les représentants titulaires ou suppléants ayant voix délibérative, ou parmi les représentants suppléants autorisés à assister aux séances sans voix délibérative.

Seuls peuvent assister aux séances les membres du conseil de discipline, les défenseurs et les témoins, ainsi que les personnes chargées du secrétariat.

Peuvent également assister les suppléants sans toutefois prendre part aux débats ni assister au délibéré et au vote.

C. Report de la séance

A la demande de l'agent ou de son conseil, le conseil de discipline peut, à la majorité des membres présents, décider de renvoyer l'examen de l'affaire à une nouvelle réunion. Le report ne peut avoir lieu qu'une seule fois.

Il importe à la commission administrative paritaire d'apprécier lorsque l'agent justifie sa demande de report par un motif légitime (maladie, éloignement), si celui-ci a disposé d'un délai suffisant pour se faire représenter ou adresser au conseil de discipline des observations écrites.

Lorsque le fonctionnaire fait l'objet de poursuites devant une juridiction pénale, le conseil de discipline peut, à la majorité des membres présents, proposer de suspendre la procédure disciplinaire jusqu'à l'intervention de la décision du tribunal.

Cette proposition du conseil est transmise au président-directeur général du CNRS qui décide ou non de poursuivre la procédure. Si la procédure est suspendue, le président-directeur général du CNRS pourra décider de reprendre et poursuivre la procédure, une fois la décision du tribunal notifiée.

D. Impartialité et indépendance des membres de la commission administrative paritaire

Les membres du conseil de discipline doivent faire preuve d'impartialité. Mais la partialité d'un membre ne se déduit pas du rôle qu'il a pu tenir dans l'instruction de la procédure : la participation du supérieur hiérarchique du fonctionnaire au conseil de discipline n'est pas irrégulière même s'il est à l'origine des poursuites, dès lors qu'il a manifesté une stricte impartialité envers le fonctionnaire poursuivi.

Les membres de la commission administrative paritaire doivent faire preuve d'indépendance : bien que représentants du personnel et de l'administration, ils exercent leur mandat en toute indépendance d'esprit. C'est notamment pour cette raison que, une fois les débats ouverts, le président du conseil ne saurait, sauf à porter atteinte au mandat des membres, demander à l'un ou plusieurs d'entre eux de quitter le conseil, même pour rétablir une composition paritaire.

E. Ouverture de la séance, parité et quorum

Les représentants de l'administration et du personnel sont régulièrement convoqués par les services de la direction des ressources humaines.

L'ouverture de la séance nécessite la présence des trois quarts des membres de la commission administrative paritaire en formation restreinte.

Les textes ne commandent pas que la commission administrative paritaire siège dans une composition paritaire. Il suffit que le quorum soit atteint. En pratique, la composition du conseil de discipline est paritaire.

Par suite, si le quorum est atteint, il n'y a donc pas lieu, une fois la séance ouverte, de rétablir une composition qui soit paritaire. La modification de la composition de la commission administrative paritaire en cours de séance constituerait un vice de procédure.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée dans le délai de huit jours aux membres de la commission qui siège alors valablement si la moitié de ses membres sont présents.

Le départ en cours de séance de membres du conseil de discipline n'interdit pas la poursuite de la procédure.

F. Absence de l'agent

La présence de l'agent ou de son défenseur ne conditionne pas la tenue du conseil de discipline. Elle peut se tenir même si l'agent est absent, et qu'il est ou non représenté.

L'agent ou son défenseur peuvent solliciter un report de séance (voir point C).

G. Exposé des faits

Le président du conseil de discipline expose les conditions dans lesquelles il a été satisfait à la règle de communication du dossier et des documents annexes. Pour ce faire, le président fait lecture de la lettre informant l'agent de ses droits, constate que l'agent a pris connaissance de son dossier auprès de la délégation, et relève le cas échéant si l'agent a été informé des ajouts de pièces. Lecture est ensuite faite du rapport de saisine, puis des observations de l'intéressé, déposées dans la période précédant la réunion du conseil, ou lors de l'ouverture de la séance. Si les observations écrites sont trop volumineuses, l'intéressé doit être invité à lire, commenter ou résumer lui-même ses observations.

H. Assistance par un ou plusieurs défenseurs

L'agent peut se faire assister devant le conseil de discipline par le ou les défenseurs de son choix.

Le ou les défenseurs doivent être présents devant le conseil de discipline lors de l'ouverture de la séance.

I. Audition de l'intéressé et observations écrites

L'intéressé ou son défenseur peut présenter à tout moment des observations orales. Il peut déposer également des observations écrites. Ces observations sont lues en séance. Si elles sont trop volumineuses, l'intéressé doit être invité à les lire, les commenter ou les résumer.

Avant la délibération, l'agent doit être invité à présenter d'ultimes observations.

J. Audition des témoins

Le conseil de discipline entend chaque témoin cité par l'agent ou l'administration. Si l'agent est présent devant le conseil de discipline, il doit assister à leur audition.

Toute personne ayant qualité de témoin cité dans le cadre d'une procédure disciplinaire qui s'estime être victime de discrimination, d'agissement sexiste, de harcèlement sexuel ou de harcèlement moral de la part de l'agent poursuivi devant le conseil de discipline, peut être assistée d'une personne de son choix.

Egalement, le témoin, dans un souci de protection, peut témoigner par visio-conférence, sans que les conditions techniques du témoignage interdisent à l'agent d'assister au témoignage et de lui poser des questions.

A la demande d'un membre du conseil, du fonctionnaire poursuivi ou de son conseil, le président du conseil de discipline peut décider de procéder à une confrontation des témoins, ou à une nouvelle audition d'un témoin déjà entendu.

Le jour de la séance du conseil de discipline, les témoins peuvent déposer des témoignages écrits, qui doivent être ajoutés au dossier et lus en séance.

K. Experts

Le président du conseil peut convoquer des experts à la demande de l'administration ou à la demande des représentants du personnel, afin qu'ils soient entendus. Ils interviennent à l'instar des témoins cités par l'administration : ils ne peuvent assister qu'à la partie des débats relative aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée. Ils ne peuvent assister ni au délibéré ni au vote.

V. LE DÉLIBÉRÉ ET L'AVIS DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE

A. Huis clos

Le délibéré a lieu à huis clos, en l'absence du fonctionnaire, de son défenseur, des témoins, du secrétaire de séance et le cas échéant des représentants de l'administration et du personnel sans voix délibérative ayant souhaité assister à la réunion du conseil de discipline.

B. Appréciation de la matérialité des faits et qualification juridique

Le conseil de discipline est saisi de l'ensemble des faits relatés dans le dossier individuel de l'agent. Ainsi, le rapport de saisine ne le borne ni dans l'appréciation matérielle des faits, dès lors qu'ils ressortent des autres pièces du dossier, ni dans la qualification juridique desdits faits.

Le conseil peut donc retenir des fautes contre l'agent qui n'avaient pas été spécifiées dans le rapport de saisine, dès lors que celles-ci ressortent des pièces du dossier.

A l'inverse, la commission administrative paritaire peut explicitement abandonner certains griefs : soit que les faits n'ont pas été prouvés, soit qu'ils ne revêtent aucun caractère fautif.

Eu égard au respect des droits de la défense, il importe que l'agent ait été mis à même de s'expliquer sur les faits. Par hypothèse, l'agent a eu le droit de consulter son dossier et tout élément nouveau lui a été communiqué. Par ailleurs il a pu s'exprimer lors de la séance, et a été mis à même de s'expliquer sur l'ensemble des griefs devant le Conseil.

C. Supplément d'information

Lors du délibéré, le conseil peut, à la majorité des membres présents, ordonner une enquête sur les éléments de fait portés à sa connaissance.

Le conseil désigne la ou les personnes (si un binôme est envisagé) chargée(s) de mener l'enquête. Ces personnes peuvent ne pas appartenir à la commission administrative paritaire.

En cas d'enquête, le conseil devra se prononcer dans un délai de 2 mois à compter de sa saisine (bien que le délai soit indicatif).

A l'issue de l'enquête, le rapport est communiqué à l'agent.

Les membres de la commission administrative paritaire ainsi que l'agent sont de nouveau convoqués. Si le conseil l'estime nécessaire, des témoins peuvent être convoqués de nouveau.

Les personnes chargées de l'enquête peuvent être entendues comme expert.

Cette séance additionnelle a vocation à permettre à l'agent d'être entendu sur l'enquête. Une fois l'agent entendu, le conseil se retire pour délibérer (retour au point A).

D. Vote de la proposition de sanction

Le conseil vote sur la sanction la plus élevée qui a été débattue lors du délibéré.

Si cette proposition ne recueille pas la majorité des voix des membres présents, le président a l'obligation de faire voter le conseil sur chacune des sanctions inférieures figurant dans l'échelle des sanctions. Toutes les sanctions de l'article 66 de la loi du 11 janvier 1984 peuvent ainsi être mises au vote, jusqu'à ce qu'une majorité se dégage. Les absentions sont admises mais la majorité des votes s'apprécie au regard des membres présents et non des suffrages exprimés. Par exemple, dans une commission administrative paritaire de 10 membres, 6 voix sont nécessaires pour que la sanction soit votée.

Relativement à la durée de la sanction d'exclusion temporaire, les membres de la commission administrative paritaire peuvent, au cours du délibéré, proposer que soit mise au vote une sanction dont la durée est inférieure à celle prévue par les dispositions de l'article 66 de la loi du 11 janvier 1984. Dans ce cas de figure, si le président du conseil a proposé la sanction d'exclusion temporaire de deux ans, le conseil vote sur cette sanction. Si cette sanction ne recueille pas la majorité, le conseil vote sur les sanctions d'exclusion temporaire d'une durée inférieure qui ont été proposées par les membres lors du délibéré dans l'ordre de sévérité décroissant. Si aucune de ces sanctions ne recueille de majorité, le président a l'obligation de faire voter le conseil sur chacune des sanctions inférieures figurant dans l'échelle des sanctions. Toutes les sanctions de l'article 66 de la loi du 11 janvier 1984 peuvent ainsi être mises au vote, jusqu'à ce qu'une majorité se dégage.

Une fois que toutes les sanctions ont été mises au vote, et si aucune n'a recueilli la majorité, le président du conseil doit mettre aux voix la proposition consistant à ne prononcer aucune sanction.

Si même cette proposition ne recueille pas la majorité, la commission administrative paritaire est réputée avoir été consultée.

Le secrétaire de séance est présent lors du vote afin de retranscrire la régularité de la procédure.

E. Mode de scrutin

Le conseil de discipline opte pour le mode de scrutin de son choix. Aucune règle n'impose qu'il émette son avis à bulletin secret. Mais si l'un des membres en fait la demande, il est procédé au vote à bulletin secret.

F. Rédaction d'un avis motivé

L'avis rédigé par les membres du conseil doit contenir les motifs de droit et de fait relatifs au cas du fonctionnaire. Il doit exposer les faits retenus à la suite des débats par la commission administrative paritaire, leur qualification juridique et la sanction proposée.

L'avis peut contenir des observations générales sur les faits et la période pris en considération, sur les constatations faites par le conseil à la suite des auditions de l'agent, des témoins, des experts.

L'avis doit faire mention du nombre de voix que la sanction a recueilli. Il est signé par le président du conseil de discipline.

Les membres de la commission administrative paritaire peuvent joindre à l'avis leurs observations personnelles sur le cas soumis à leur examen.

VI. LES SUITES DE L'AVIS

A. Transmission de l'avis au président-directeur général du CNRS

L'avis, signé du président de la commission administrative paritaire, est transmis par la direction des ressources humaines au président-directeur général du CNRS.

Le président-directeur général exerce sa compétence au regard des pièces du dossier, de l'avis de la commission administrative paritaire, du rapport par lequel il a saisi la commission administrative paritaire ainsi que, le cas échéant, des observations convergentes ou divergentes formulées par les membres de la commission administrative paritaire, jointes à l'avis motivé.

Il peut ainsi prendre en considération des éléments de fait qui n'auront pas été retenus par la commission administrative paritaire, à la condition toutefois que la commission administrative paritaire ait été saisie par les pièces du dossier desdits éléments de fait.

B. Transmission de l'avis et des autres documents à l'intéressé

L'avis n'a pas à être communiqué à l'agent. Toutefois, conformément aux dispositions applicables en matière de communication des documents administratifs, il pourra en solliciter la communication.

C. Procès-verbal de la séance

Le procès-verbal est rédigé par le secrétaire de séance. Il est signé par le président du conseil et contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint.

Il doit être transmis, dans le délai d'un mois à compter de sa signature, aux membres de la commission.

Le président du conseil peut demander à ce que le procès-verbal soit amendé. Une fois le procès-verbal signé, si le secrétaire adjoint refuse de signer, mention en est faite sur le procès-verbal. Il peut faire part de ses observations écrites, qui seront jointes au procès-verbal.

Ce procès-verbal, accompagné le cas échéant des observations écrites formulées par le secrétaire adjoint, doit être soumis à l'approbation des membres de la commission lors de la séance suivante. Les observations formulées à l'occasion de son adoption doivent figurer dans le procès-verbal de la séance au cours de laquelle le procès-verbal est adopté.

Il doit mentionner toutes les formalités auxquelles il a été procédé lors de la séance du conseil de discipline.

Dans le cas où aucune commission administrative paritaire ne semble pouvoir être réunie dans un délai raisonnable, une commission administrative paritaire *ad hoc* peut être réunie par voie de visioconférence, aux fins d'adoption du procès-verbal, sur décision du président-directeur général.

D. Prononcé de la sanction disciplinaire

La sanction disciplinaire est prononcée par le président-directeur général du CNRS.

E. Notification, forme et motivation de la sanction

La décision portant sanction disciplinaire est notifiée à l'agent par lettre recommandée avec accusé de réception de la direction des ressources humaines ou par remise en mains propres par le délégué régional ou la déléguée régionale.

Cette décision est motivée et porte mention des voies et délais de recours.

F. Suite de la sanction

La sanction entre en vigueur au jour de sa notification.

La décision ainsi que les pièces liées à la procédure disciplinaire sont versées au dossier administratif, sauf s'il s'agit d'une sanction d'avertissement.

En ce qui concerne le prononcé d'une exclusion temporaire de fonctions avec sursis, si une exclusion temporaire de fonctions d'une durée maximale de trois jours ou une sanction du 2^e ou 3^e groupe est prononcée à l'encontre de l'agent pendant une période de cinq ans après la notification de la sanction, ce sursis sera révoqué.

En revanche, si aucune autre sanction, autre que l'avertissement ou le blâme, n'est prononcée à l'encontre de l'agent pendant cette période de cinq ans, l'agent sera dispensé définitivement de l'accomplissement de la durée de l'exclusion pour laquelle il était en sursis.

Le blâme et l'exclusion temporaire de fonctions d'une durée maximale de trois jours (sanctions du 1^{er} groupe) **doivent être effacés** du dossier au bout de trois ans si aucune autre sanction n'est intervenue pendant cette période.

Les sanctions du 2^e et du 3^e groupe sont effacées sur demande du fonctionnaire concerné après 10 ans de services effectifs après le prononcé de la sanction. Cet effacement ne peut être refusé que si une autre sanction a été prononcée depuis la sanction concernée.

L'effacement d'une sanction disciplinaire implique la reconstitution du dossier administratif de l'agent de telle sorte qu'aucun document faisant expressément référence à la procédure disciplinaire et à la sanction disciplinaire ne subsiste dans le dossier. Seules les mentions des faits peuvent subsister dans le dossier de l'agent. En tout état de cause, l'effacement d'une sanction disciplinaire doit être effectué en lien avec la direction des ressources humaines.

VII. LA PROCÉDURE DISCIPLINAIRE POUR UNE SANCTION DU 1^{ER} GROUPE

A. Infliction d'une sanction du 1^{er} groupe

Le prononcé d'un avertissement, d'un blâme ou d'une exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours par le délégué régional ou la déléguée régionale ne nécessite pas la réunion d'une commission administrative paritaire en formation disciplinaire. L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours peut être prononcée avec un sursis partiel ou total.

B. Distinction entre l'avertissement et la mesure de prévention hiérarchique

L'avertissement est une sanction disciplinaire qui ne doit pas être confondu avec l'exercice normal du pouvoir hiérarchique. Un supérieur peut, dans l'intérêt du service, prévenir un agent de ce qu'un comportement particulier peut porter préjudice au service.

La mesure de prévention hiérarchique se distingue de l'avertissement en tant que :

- la mesure de prévention a pour finalité de prévenir une atteinte au bon fonctionnement du service, ou des insuffisances professionnelles constatées : elle invite l'agent à se ressaisir ;
- la mesure de prévention a pour objet de lister les insuffisances professionnelles constatées, ou de rappeler le trouble au service causé par le comportement de l'agent, sans pour autant distinguer si le comportement est fautif et de nature à justifier une sanction ;
- la mesure de prévention est prise par le chef de service de l'agent, qui n'a aucun pouvoir disciplinaire.

La mesure de prévention, à l'instar de l'avertissement, n'a pas à être versée au dossier de l'agent.

C. Saisine de la délégation régionale

La procédure est identique à celle décrite au point II-A.

D. Instruction préalable à l'engagement de l'action disciplinaire

L'instruction permet la collecte des faits qu'ils soient en faveur ou non de l'agent concerné. En effet, l'instruction doit être à charge et à décharge.

Elle doit être menée en lien avec la direction des ressources humaines. Pour cela, le délégué régional ou la déléguée régionale avertit la direction des ressources humaines et reçoit l'agent concerné, pour faire le point sur les faits reprochés. Cet entretien n'est pas de nature disciplinaire : il s'agit simplement, pour l'agent et la personne en charge du dossier au sein du service ressources humaines de la délégation, de faire le point sur les éléments de faits, d'écouter l'agent. Un compte-rendu, qui retranscrit de manière factuelle l'entretien, est rédigé et signé par toutes les parties. Il sera, en cas d'action disciplinaire, versé dans le dossier individuel de l'agent. En amont de cet entretien, dans l'hypothèse où cela s'avère nécessaire, des entretiens peuvent également être organisés avec toute personne concernée. Ces entretiens doivent donner lieu à des comptes rendus signés.

Si les faits semblent avérés et susceptibles d'une qualification disciplinaire, la délégation régionale revient vers la direction des ressources humaines. La direction des ressources humaines apprécie s'il y a lieu d'engager une procédure disciplinaire et si, au regard des faits, il y a lieu de saisir la commission administrative paritaire. Elle apprécie également si une enquête administrative préalable est nécessaire.

Si la direction des ressources humaines estime qu'il y a lieu d'engager une procédure disciplinaire, mais sans saisine de la commission administrative paritaire, le supérieur hiérarchique de l'agent rédige un rapport à l'attention du délégué régional ou la déléguée régionale dans lequel il relate l'ensemble des faits reprochés, en les établissant au moyen de pièces justificatives.

E. Enquête préalable

Rien n'interdit qu'une enquête préalable soit diligentée. Dans ce cas, la procédure est identique à celle décrite au point II-C. En pratique, et dans le cadre d'une procédure disciplinaire sans saisine de la commission administrative paritaire, il semble inutile d'y procéder.

F. Engagement de la procédure

La procédure est officiellement engagée une fois l'agent informé de ses droits.

G. Information de l'agent

Même en l'absence de saisine de la commission administrative paritaire en formation disciplinaire, l'administration doit avertir par lettre recommandée avec accusé de réception le fonctionnaire qu'une procédure disciplinaire est engagée à son endroit, lui signifier qu'il a le droit d'obtenir la communication intégrale de son dossier individuel et de tous les documents annexes, et qu'il dispose de la possibilité de se faire assister par un ou plusieurs défenseurs de son choix.

Cette information revient aux services de la délégation régionale, avec l'appui de la direction des ressources humaines.

Le courrier présente à l'agent les griefs qui lui sont reprochés. Il est accompagné du rapport du supérieur hiérarchique. L'agent est averti que s'il souhaite prendre connaissance de la totalité de son dossier individuel, il devra en avvertir la délégation, qui le mettra en mesure de procéder à cette consultation. Un délai de quinze jours maximum à compter de la notification du courrier est laissé à l'agent.

L'agent est convoqué à un entretien qui a lieu en présence du responsable des ressources humaines de la délégation régionale (voir point VII-K).

H. Composition du dossier individuel de l'agent

Par dossier individuel on entend, d'une part, le dossier administratif et, d'autre part, le dossier disciplinaire.

Le dossier administratif contient l'ensemble des pièces intéressant la situation administrative de l'agent.

Le dossier administratif est numéroté sans discontinuité au fur et à mesure de l'ajout de pièces au cours de la carrière de l'agent.

Le dossier disciplinaire contient spécifiquement l'ensemble des éléments propres au déroulé de la procédure disciplinaire. Il contient :

- le rapport du supérieur hiérarchique avec les pièces justificatives ;
- les correspondances ;
- les comptes rendus de réunion, le cas échéant.

Les pièces doivent être numérotées sans discontinuité, sans pour autant que ce manquement ne vicie la procédure.

Le dossier disciplinaire est par exemple numéroté comme suit :

- pièce n° 1 rapport du supérieur hiérarchique ;
- pièce n° 2 compte-rendu d'entretien ;
- etc.

I. Consultation du dossier par l'agent

Si l'agent demande à consulter son dossier individuel, la consultation pourra se faire auprès de la délégation. L'agent pourra s'y rendre avec le défenseur de son choix, et procéder à la photocopie des pièces de son choix.

En cas de consultation, un agent est préposé à la surveillance (cette présence n'ayant pas été considérée comme portant atteinte à l'obligation de confidentialité de la communication par la jurisprudence) et à la copie des pièces. A l'issue de la consultation, l'agent, ou le défenseur de son choix si l'agent ne s'est pas déplacé, émarge le bordereau de pièces. Si l'agent ou le défenseur de son choix constate qu'une pièce listée dans le bordereau ne figure pas dans son dossier, il en fait état sur le bordereau avant signature.

Si une pièce manque dans le dossier bien qu'elle apparaisse dans le bordereau, il est procédé sans délai à la vérification de l'existence de cette pièce dans le dossier papier. Si la pièce n'apparaît pas dans le dossier papier, elle y est ajoutée immédiatement.

Si la pièce est ajoutée, l'agent est informé sans délai par courriel qu'une nouvelle pièce figure dans le dossier.

J. Ajout de pièces

L'administration et l'agent peuvent ajouter des pièces. La pièce ajoutée par l'administration, qu'elle vienne au soutien d'un grief déjà développé, ou qu'elle révèle de nouveaux faits susceptibles de constituer de nouveaux griefs, doit être ajoutée au dossier papier. L'agent doit être informé sans délai par courriel de l'existence de cette pièce et invité à la consulter sur place, à la délégation.

L'agent peut verser au dossier de nouvelles pièces, ou ses observations.

Toutes les pièces ajoutées doivent être numérotées en partant de la dernière pièce numérotée.

K. Entretien

Avant l'infliction d'une sanction du 1^{er} groupe, l'agent est convoqué à un entretien par le service ressources humaines de la délégation régionale.

L'agent est invité à faire valoir ses observations et peut se faire assister du ou des défenseurs de son choix.

Un compte-rendu d'entretien est rédigé.

L. Prononcé de la sanction disciplinaire

Le délégué régional, au vu des pièces du dossier, prononce la sanction d'avertissement, de blâme ou d'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours.

M. Notification, forme et motivation de la sanction

La décision portant sanction disciplinaire est notifiée à l'agent par lettre recommandée avec accusé de réception de la délégation ou par remise en mains propres par le délégué régional ou la déléguée régionale.

Cette décision est motivée et porte mention des voies et délais de recours.

N. Suite de la sanction

La sanction entre en vigueur au jour de sa notification.

La décision ainsi que les pièces liées à la procédure disciplinaire sont versées au dossier administratif, sauf s'il s'agit d'une sanction d'avertissement.

En ce qui concerne le prononcé d'une exclusion temporaire de fonctions d'une durée maximale de trois jours avec sursis, si une exclusion temporaire de fonctions d'une durée maximale de trois jours ou une sanction du 2^e ou du 3^e groupe est prononcée à l'encontre de l'agent pendant une période de cinq ans après la notification de la sanction, ce sursis sera révoqué.

En revanche, si aucune autre sanction, autre que l'avertissement ou le blâme, n'est prononcée à l'encontre de l'agent pendant cette période de cinq ans, l'agent sera dispensé définitivement de l'accomplissement de la durée de l'exclusion pour laquelle il était en sursis.

Le blâme et l'exclusion temporaire de fonctions d'une durée maximale de trois jours (sanctions du 1^{er} groupe) sont effacés du dossier au bout de trois ans si aucune autre sanction n'est intervenue pendant cette période.

L'effacement d'une sanction disciplinaire implique la reconstitution du dossier administratif de l'agent de telle sorte qu'aucun document faisant expressément référence à la procédure disciplinaire et à la sanction disciplinaire ne subsiste dans le dossier. Seules les mentions des faits peuvent subsister dans le dossier de l'agent. En tout état de cause, l'effacement d'une sanction disciplinaire doit être effectuée en lien avec la direction des ressources humaines.

VIII. L'ÉCHELLE DES SANCTIONS ET LEURS INCIDENCES

A. Pour les fonctionnaires titulaires

Par ordre croissant de sévérité :

Type de sanction	Conséquences administratives	Conséquences financières	Droit au chômage
<u>1^{er} groupe</u>			
Avertissement		Pas d'incidence financière	Aucun
Blâme		Pas d'incidence financière	Aucun
Exclusion temporaire de fonctions d'une durée maximale de trois jours (sursis partiel/total possible)	Privative des droits à l'avancement et à la retraite	Absence de rémunération pendant toute la durée de l'exclusion	Aucun
<u>2^e groupe</u>			
Radiation du tableau d'avancement (sanction inopérante pour les chercheurs)		Pas d'incidence financière	Aucun
Abaissement d'échelon (à l'échelon immédiatement inférieur à celui détenu par l'agent)	Fait perdre, dans le grade, le bénéfice de l'avancement d'échelon acquis (conservation de l'ancienneté acquise dans l'échelon précédemment détenu)	Diminution de la rémunération en fonction du nouvel échelon attribué jusqu'à l'acquisition d'une ancienneté suffisante pour l'accès à l'échelon supérieur	Aucun
Exclusion de fonctions pour une durée de quatre à quinze jours maximum (sursis partiel/total possible)	Privative des droits à l'avancement et à la retraite	Absence de rémunération pendant toute la durée de l'exclusion	Aucun
Déplacement d'office		Pas d'incidence financière	Aucun
<u>3^e groupe</u>			
Rétrogradation (sanction impossible si l'agent possède le grade le moins élevé du corps, ou si le corps n'est composé d'aucun grade)	Passage au grade immédiatement inférieur à l'échelon correspondant à un indice égal ou, à défaut, immédiatement inférieur à celui afférent à l'échelon détenu par l'agent (conservation de	Diminution de la rémunération en accord avec le classement dans le grade inférieur attribué	Aucun

B. Pour les fonctionnaires stagiaires

Par ordre croissant de sévérité :

Type de sanction	Conséquences administratives	Conséquences financières	Droit au chômage
Avertissement Blâme		Aucune incidence financière	
Exclusion de fonctions de deux mois maximum (pas de sursis possible)	Privative des droits à l'avancement et à la retraite	Absence de rémunération (sauf le supplément familial de traitement) pendant toute la durée de l'exclusion	Aucun
Déplacement d'office	Changement d'affectation	Aucune incidence financière	
Exclusion définitive de service	Radiation des cadres	Perte définitive de la rémunération	Oui

Le 14 mai 2020

Le directeur général délégué aux ressources,
Christophe COUDROY


DEC200972DAJ

Décision portant nomination de M. Louis Avigdor aux fonctions d'adjoint au directeur en charge de la coordination des actions transversales à la direction de l'Europe de la recherche et de la coopération internationale (DERCI)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100175DAJ du 1er octobre 2010 portant organisation de la direction de l'Europe de la recherche et de la coopération internationale (DERCI) ;

DECIDE :

Article 1er. – A compter du 15 avril 2020, M. Louis Avigdor est nommé aux fonctions d'adjoint au directeur en charge de la coordination des actions transversales à la DERCi.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 21 avril 2020

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC192177DR02

Décision portant nomination de M. Jean-Pierre Coutanceau aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8246 intitulée Neurosciences Paris-Seine

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8246 intitulée Neurosciences Paris-Seine et nommant M. Hervé Chneiweiss en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8246 en date du 11/03/2019 ;

Considérant que M. Jean-Pierre Coutanceau a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Paris-Centre du CNRS du 14/11/2005 au 16/11/2005 et du 13/12/2005 au 15/12/2005 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Jean-Pierre Coutanceau, assistant ingénieur, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8246 intitulée Neurosciences Paris-Seine à compter du 01/06/2019

M. Jean-Pierre Coutanceau exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Jean-Pierre Coutanceau est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 30/08/2019

Le directeur de l'unité
Hervé Chneiweiss

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa de la déléguée régionale Paris 6/Paris 12 de l'Inserm
Camille Chaudonneret

Visa du doyen Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier

DEC192178DR02

Décision portant nomination de Mme Coralie Fouquet aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8246 intitulée Neurosciences Paris-Seine

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8246 intitulée Neurosciences Paris-Seine et nommant M. Hervé Chneiweiss en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8246 en date du 11/03/2019 ;

Considérant que Mme Coralie Fouquet a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par la délégation Paris-Centre du CNRS du 13/10/2014 au 15/10/2014 et du 24/11/2014 au 26/11/2014 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Coralie Fouquet, ingénieur d'études, est nommée aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8246 intitulée Neurosciences Paris-Seine à compter du 01/01/2019.

Mme Coralie Fouquet exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Coralie Fouquet est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 30/08/2019

Le directeur de l'unité
Hervé Chneiweiss

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa de la déléguée régionale Paris 6/Paris 12 de l'Inserm
Camille Chaudonneret

Visa du doyen Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier

DEC192181DR02

Décision portant nomination de Mme Aurèle Crasson aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8132 intitulée Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8132 intitulée Institut des textes et manuscrits modernes et nommant M. Paolo d'Iorio en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8132 en date du 22/01/2019 ;

Considérant que Mme Aurèle Crasson a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation par la délégation Ile-de-France Villejuif du CNRS du 13/05/2013 au 15/05/2013 et du 12/06/2013 au 14/06/2013;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Aurèle Crasson, ingénieur d'études, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8132 intitulée Institut des textes et manuscrits modernes à compter du 01/01/2019.

Mme Aurèle Crasson exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Aurèle Crasson est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 30/08/2019

Le directeur de l'unité
Paolo d'Iorio

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du Directeur de l'Ecole normale supérieure
Marc Mézard



DEC192479DR02

Décision portant nomination de Mme Marie-Aude Plamont aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8640 intitulée Processus d'Activation Sélectif par Transfert d'Energie Uni-électronique ou Radiatif (PASTEUR)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC183279DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8640 intitulée Processus d'Activation Sélectif par Transfert d'Energie Uni-électronique ou Radiatif et nommant M. Rodolphe Vuilleumier en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8640 en date du 13/03/2019 ;

Considérant que Mme Marie-Aude Plamont a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation par la délégation Paris-Centre du CNRS du 19/09/2012 au 21/09/2012 et du 17/10/2012 au 19/10/2012 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Marie-Aude Plamont, assistant ingénieur, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8640 intitulée Processus d'Activation Sélectif par Transfert d'Energie Uni-électronique ou Radiatif à compter du 01/01/2019.

Mme Marie-Aude Plamont exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Marie-Aude Plamont est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 19/09/2019

Le directeur de l'unité
Rodolphe Vuilleumier

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du Directeur de l'Ecole normale supérieure
Marc Mézard

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier



DEC192522DR02

Décision portant nomination de Mme Nathalie Durand aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire (IPCM)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire nommant M. Louis Fensterbank en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8232 en date du 22/01/2019 ;

Considérant que Mme Nathalie Durand a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Paris Michel-Ange du CNRS du 02/06/2004 au 04/06/2004 et du 22/06/2004 au 24/06/2004 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Nathalie Durand, ingénieur de recherche, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire à compter du 01/01/2019.

Mme Nathalie Durand exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Nathalie Durand est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 20/09/2019

Le directeur de l'unité
Louis Fensterbank

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier



DEC192522DR02

Décision portant nomination de Mme Nathalie Durand aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire (IPCM)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire nommant M. Louis Fensterbank en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8232 en date du 22/01/2019 ;

Considérant que Mme Nathalie Durand a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Paris Michel-Ange du CNRS du 02/06/2004 au 04/06/2004 et du 22/06/2004 au 24/06/2004 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Nathalie Durand, ingénieur de recherche, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire à compter du 01/01/2019.

Mme Nathalie Durand exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Nathalie Durand est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 20/09/2019

Le directeur de l'unité
Louis Fensterbank

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier



DEC192523DR02

Décision portant nomination de M. Marc Petit aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire (IPCM)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire nommant M. Louis Fensterbank en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8232 en date du 22/01/2019 ;

Considérant que M. Marc Petit a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par Sorbonne Université du 20/05/2014 au 12/06/2014 (durée 36 heures) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Marc Petit, chercheur, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire à compter du 01/01/2019.

M. Marc Petit exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Marc Petit est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 20/09/2019

Le directeur de l'unité
Louis Fensterbank

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier



DEC192524DR02

Décision portant nomination de Mme Valérie Marvaud aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire (IPCM)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire nommant M. Louis Fensterbank en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8232 en date du 22/01/2019 ;

Considérant que Mme Valérie Marvaud a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Paris-Centre du CNRS du 20/01/2004 au 22/01/2004 et du 10/02/2004 au 12/02/2004 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Valérie Marvaud, chercheur, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire à compter du 01/01/2019.

Mme Valérie Marvaud exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Valérie Marvaud est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 20/09/2019

Le directeur de l'unité
Louis Fensterbank

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier



DEC192525DR02

Décision portant nomination de M. Ludovic Dubreucq aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire (IPCM)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire nommant M. Louis Fensterbank en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8232 en date du 22/01/2019 ;

Considérant que M. Ludovic Dubreucq a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par Sorbonne Université du 14/10/2008 au 04/12/2008 (39 heures) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Ludovic Dubreucq, assistant ingénieur, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire à compter du 01/01/2019.

M. Ludovic Dubreucq exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Ludovic Dubreucq est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 20/09/2019

Le directeur de l'unité
Louis Fensterbank

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier



DEC192588DR02

Décision portant nomination de M. Frank Senegas aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7207 intitulée Centre de recherche en Paléontologie, Paris (CR2P)**LA DIRECTRICE,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n°7207 intitulée Centre de recherche en Paléontologie, Paris et nommant Mme Sylvie Crasquin en qualité de directrice ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR7207 en date du 19/02/2019 ;

Considérant que M. Frank Senegas a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par Sorbonne Université du 16/05/2017 au 22/06/2017 (durée 36 heures) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Frank Senegas, ingénieur d'études, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7207 intitulée Centre de recherche en Paléontologie, à compter du 01/01/2019.

M. Frank Senegas exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Frank Senegas est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 27/09/2019

La directrice de l'unité
Sylvie Crasquin

Visa du Président du Muséum national d'histoire naturelle
Bruno David

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop



DEC192601DR02

Décision portant nomination de Mme Marie-Claude Jahan aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMS3332 intitulée Relais d'information sur les sciences de la cognition (RISC)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181905DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte de service n° 3332 intitulée Relais d'information sur les sciences de la cognition et nommant M. Vincent Roger de Gardelle en qualité de directeur ;

Vu l'avis de la réunion de service de l'UMS3332 en date du 04/02/2019 ;

Considérant que Mme Marie-Claude Jahan a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation par la délégation Paris-Centre du CNRS du 13/10/2014 au 15/10/2014 et du 24/11/2014 au 26/11/2014 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Marie-Claude Jahan, assistant ingénieur, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMS3332 intitulée Relais d'information sur les sciences de la cognition à compter du 01/01/2019.

Mme Marie-Claude Jahan exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Marie-Claude Jahan est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 27/09/2019

Le directeur de l'unité
Vincent Roger de Gardelle

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du Directeur de l'Ecole normale supérieure
Marc Mézard



DEC192689DR02

Décision portant nomination de Mme Sandrine Labruquère-Zanna aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8247 intitulée Institut de Recherche de Chimie Paris (IRCP)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8247 intitulée Institut de Recherche de Chimie Paris et nommant M. Michel Mortier en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8247 en date du 17/04/2019 ;

Considérant que Mme Sandrine Labruquère-Zanna a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation par la délégation Paris-Centre du CNRS du 23/10/2001 au 25/10/2001 et du 28/11/2001 au 30/11/2001 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Sandrine Labruquère-Zanna, ingénieur de recherche, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8247 intitulée Institut de Recherche de Chimie Paris à compter du 01/01/2019.

Mme Sandrine Labruquère-Zanna exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Sandrine Labruquère-Zanna est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 11/10/2019

Le directeur de l'unité
Michel Mortier

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du Directeur de Chimie ParisTech
Christian Lermينياux



DEC192690DR02

Décision portant nomination de Mme Valérie Albin aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8247 intitulée Institut de Recherche de Chimie Paris (IRCP)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 8247 intitulée Institut de Recherche de Chimie Paris et nommant M. Michel Mortier en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8247 en date du 17/04/2019 ;

Considérant que Mme Valérie Albin a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le Muséum national d'Histoire naturelle les 11-12/03/2010 et les 1^{er}-2-8-9/04/2010 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Valérie Albin, assistant ingénieur, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8247 intitulée Institut de Recherche de Chimie Paris à compter du 01/01/2019.

Mme Valérie Albin exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Valérie Albin est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 11/10/2019

Le directeur de l'unité
Michel Mortier

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du Directeur de Chimie ParisTech
Christian Lermينياux



DEC192699DR02

Décision portant nomination de M. Denis Lancelin aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8248 intitulée Laboratoire des Systèmes Perceptifs (LSP)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte de service n° 8248 intitulée Laboratoire des Systèmes Perceptifs et nommant M. Pascal Mamassian en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR8248 en date du 13/03/2019 ;

Considérant que M. Denis Lancelin a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation par la délégation Paris-Centre du CNRS du 13/10/2014 au 15/10/2014 et du 24/11/2014 au 26/11/2014 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Denis Lancelin, ingénieur d'études, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR8248 intitulée Laboratoire des Systèmes Perceptifs à compter du 01/01/2019.

M. Denis Lancelin exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Denis Lancelin est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 11/10/2019

Le directeur de l'unité
Pascal Mamassian

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du Directeur de l'Ecole normale supérieure
Marc Mézard



DEC192785DR02

Décision portant nomination de M. Benoît Espiau aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'USR3278 intitulée Centre de recherche insulaire et observatoire de l'environnement (CRIOBE)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181907DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n° 3278 intitulée Centre de recherche insulaire et observatoire de l'environnement (CRIOBE) nommant Mme Annaïg Le Guen en qualité de directrice;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'USR3278 en date du 19/02/2019 ;

Considérant que M. Benoît Espiau a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par Conform-HSCT du 03/10/2016 au 18/10/2016 (durée 35h) à Tahiti et par la délégation Paris-Centre du CNRS les 10/10/2019 (durée 3h) et 22/10/2019 (durée 3h) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Benoît Espiau, technicien, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'USR3278 intitulée Centre de recherche insulaire et observatoire de l'environnement (CRIOBE) à compter du 23/10/2019.

M. Benoît Espiau exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Benoît Espiau est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 25/10/2019

La directrice de l'unité
Annaïg Le Guen

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop



DEC192786DR02

Décision portant nomination de M. Mathieu Leroux-Coyau aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7618 intitulée Institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris (IEES)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 7618 intitulée Institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris nommant Mme Martine Maibeche en qualité de directrice;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR7618 en date du 16/04/2019 ;

Considérant que M. Mathieu Leroux-Coyau a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée la délégation Paris Michel-Ange du CNRS et l'Institut Curie les 28, 30 janvier 2009 et du 10 au 13 mars 2009 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Mathieu Leroux-Coyau, assistant ingénieur, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7618 intitulée Institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris à compter du 01/01/2019.

M. Mathieu Leroux-Coyau exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Mathieu Leroux-Coyau est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 19/12/2019

La directrice de l'unité
Martine Maibeche

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier



DEC192787DR02

Décision portant nomination de M. Antonin Eddi aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7636 intitulée Physique et mécanique des milieux hétérogènes (PMMH)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 7636 intitulée Physique et mécanique des milieux hétérogènes et nommant M. Damien Vandembroucq en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR7636 en date du 28/01/2019 ;

Considérant que M. Antonin Eddi a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Ile-de-France Meudon du CNRS les 15-16/11/2017, le 17/11/2017 matin, les 13-14/12/2017, le 15/12/2017 matin et par la délégation Paris-Centre du CNRS les 15 et 16/05/2018 après-midis ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Antonin Eddi, chercheur, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7636 intitulée Physique et mécanique des milieux hétérogènes, à compter du 01/01/2019.

M. Antonin Eddi exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Antonin Eddi est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 19/12/2019

Le directeur de l'unité
Damien Vandembroucq

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du directeur général de l'ESPCI Paris
Vincent Croquette

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier



DEC192788DR02

Décision portant nomination de Mme Justine Laurent aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7636 intitulée Physique et mécanique des milieux hétérogènes (PMMH)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 7636 intitulée Physique et mécanique des milieux hétérogènes et nommant M. Damien Vandembroucq en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR7636 en date du 28/01/2019 ;

Considérant que Mme Justine Laurent a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Ile-de-France Villejuif du CNRS du 03/10/2016 au 05/10/2016 et du 14/11/2016 au 16/11/2016 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Justine Laurent, ingénieur d'études, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7636 intitulée Physique et mécanique des milieux hétérogènes, à compter du 01/01/2019.

Mme Justine Laurent exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Justine Laurent est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 19/12/2019

Le directeur de l'unité
Damien Vandembroucq

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du directeur général de l'ESPCI Paris
Vincent Croquette

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier



DEC192879DR02

Décision portant cessation de fonctions de Mme Carla Carvalhais, assistante de prévention (AP) au sein de l'unité FRE2026 intitulée Espaces, Nature et Culture

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC173176DR01 du 26/07/2017 portant nomination de Mme Carla Carvalhais aux fonctions d'AP,

DECIDE :**Article 1^{er} :**

Il est mis fin aux fonctions d'assistante de prévention (AP) exercées par Mme Carla Carvalhais dans l'unité du CNRS n°2026, à compter du 01/10/2019.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 08/11/2019

La directrice de l'unité
Florence Huguenin-Richard



Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop, déléguée régionale pour la
circonscription Paris-Centre



Véronique DEBISSCHOP

DEC193026DR02

Décision portant cessation de fonctions de M. François Ory, assistant de prévention (AP) au sein de l'unité UMR8546 intitulée Archéologie et philologie d'Orient et d'Occident (AOROC)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC141682DR02 du 13/06/2014 portant nomination de M. François Ory aux fonctions d'AP,

DECIDE :**Article 1^{er} :**

Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention (AP) exercées par M. François Ory dans l'unité du CNRS n°8546, à compter du 01/01/2020.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

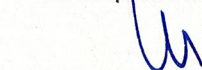
Fait à Paris, le 06/12/2019



UMR 8546 AOROC - CNRS-ENS-EPHE-PSL
Archéologie & Philologie
d'Orient et d'Occident
45, rue d'Ulm (escalier A 3^{ème} étage)
75230 PARIS Cedex 05



La déléguée régionale pour la
circonscription Paris-Centre



Véronique DEBISSCHOP

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Le directeur de l'unité
Christophe Goddard

DEC193259DR02

Décision portant nomination de Mme Sophie Richon aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR144 intitulée Biologie cellulaire et cancer

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC190133DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche contractualisée n° 144 intitulée Biologie cellulaire et cancer et nommant M. Franck Perez en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR144 en date du 15/05/2019 ;

Considérant que Mme Sophie Richon a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Ile-de-France Villejuif du CNRS en 1997 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Sophie Richon, assistant ingénieur, est nommée aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR144 intitulée Biologie cellulaire et cancer à compter du 01/01/2019.

Mme Sophie Richon exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, Mme Sophie Richon est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 20/12/2019

Le directeur de l'unité
Franck Perez

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du directeur du Centre de Recherche de l'Institut Curie
Alain Puisieux



DEC193260DR02

Décision portant nomination de Mme Ilse Hurbain Kosmath aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR144 intitulée Biologie cellulaire et cancer

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC190133DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche contractualisée n° 144 intitulée Biologie cellulaire et cancer et nommant M. Franck Perez en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR144 en date du 15/05/2019 ;

Considérant que Mme Ilse Hurbain Kosmath a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par les délégations Ile-de-France du CNRS du 07/11/2011 au 09/11/2011 et du 01/12/2011 au 05/12/2011 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Ilse Hurbain Kosmath, ingénieur de recherche, est nommée aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR144 intitulée Biologie cellulaire et cancer à compter du 01/01/2019.

Mme Ilse Hurbain Kosmath exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, Mme Ilse Hurbain Kosmath est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 20/12/2019

Le directeur de l'unité
Franck Perez

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du directeur du Centre de Recherche de l'Institut Curie
Alain Puisieux



DEC192118DR02

Décision portant nomination de Mme Nathalie Poulet Crovisier aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7207 intitulée Centre de recherche en Paléontologie, Paris (CR2P)**LA DIRECTRICE,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n°7207 intitulée Centre de recherche en Paléontologie, Paris et nommant Mme Sylvie Crasquin en qualité de directrice ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR7207 en date du 19/02/2019 ;

Considérant que Mme Nathalie Poulet Crovisier a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée la délégation Paris-Centre du CNRS du 02/04/2019 au 04/04/2019 et du 13/05/2019 au 15/05/2019 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Nathalie Poulet Crovisier, assistant ingénieur, est nommée aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7207 intitulée Centre de recherche en Paléontologie, à compter du 16/05/2019.

Mme Nathalie Poulet Crovisier exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, Mme Nathalie Poulet Crovisier est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 29/07/2019

La directrice de l'unité
Sylvie Crasquin

Visa du Président du Muséum national d'histoire naturelle
Bruno David

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régner

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop



DEC192051DR02

Décision portant nomination de Mme Emmanuelle Demey aux fonctions d'assistante de prévention au sein de la FRE2032 intitulée Spectrométrie de masse biologique et protéomique

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181901DGDS du 21/12/2018 portant création de la formation de recherche en évolution n° 2032 intitulée Spectrométrie de masse biologique et protéomique et nommant Mme Joëlle Vinh en qualité de directrice ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de la FRE2032 en date du 21/02/2019 ;

Considérant que Mme Emmanuelle Demey a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Paris Michel-Ange du CNRS et par l'Institut Curie les 28 et 30 janvier 2009 et du 10/03/2009 au 13/03/2009 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Emmanuelle Demey, ingénieur d'études, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de la FRE2032 intitulée Spectrométrie de masse biologique et protéomique, à compter du 01/01/2019.

Mme Emmanuelle Demey exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Emmanuelle Demey est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 19/07/2019

La directrice de l'unité
Joëlle Vinh

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du directeur général de l'ESPCI Paris
Vincent Croquette



DEC192056DR02

Décision portant nomination de M. Hugues Ringuenet aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7614 intitulée Laboratoire de Chimie Physique - Matière et Rayonnement**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte n° 7614 intitulée Laboratoire de Chimie Physique - Matière et Rayonnement et nommant M. Richard Taieb en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR7614 en date du 12/02/2019 ;

Considérant que M. Hugues Ringuenet a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Paris-Centre du CNRS du 20/01/2004 au 22/01/2004 et du 10/02/2004 au 12/02/2004 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Hugues Ringuenet, technicien, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7614 intitulée Laboratoire de Chimie Physique - Matière et Rayonnement à compter du 01/01/2019.

M. Hugues Ringuenet exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Hugues Ringuenet est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 19/07/2019

Le directeur de l'unité
Richard Taieb

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier



DEC201048DR02

Décision portant nomination de Mme Anna SARGSYAN-DELAVAL, aux fonctions de responsable de service adjointe du Service Partenariat et Valorisation de la délégation Paris Centre

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC180329DAJ modifiée du 25 janvier 2018 donnant délégation de signature à Mme Véronique Debisschop, déléguée régionale pour la circonscription Paris B, devenue circonscription Paris-Centre ;

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. – A compter du 1^{er} juin 2020, Mme Anna SARGSYAN-DELAVAL est nommée aux fonctions de responsable de service adjointe du Service Partenariat et Valorisation de la délégation régionale.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le président-directeur général et par délégation,

la déléguée régionale,

Véronique Debisschop



DEC200939DR04

Décision portant nomination de M. Guillaume HARRY aux fonctions de responsable de la sécurité des systèmes d'information de l'IDRIS (UPS851)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC200526DAJ du 4 mars 2020 donnant délégation de signature à Mme Marie-Hélène PAPILLON, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information du CNRS (RSSIC) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Guillaume HARRY, IR1, est nommé responsable de la sécurité des systèmes d'information de l'IDRIS (UPS851) à compter du 01/04/2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 3 avril 2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



DEC201021DR04

Décision portant nomination de M. Célestin LIBANGA aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UPR3251 intitulée Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC191254DGDS nommant Madame Sophie ROSSET directeur de l'unité de recherche n° UPR3251, à compter du 01/01/2020 ;

Considérant que M. Célestin LIBANGA a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS, les 13/14/15 mai et 12/13/14 juin 2013.

DECIDE :

Article 1 : M. Célestin LIBANGA, AI, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UPR3251, à compter du 01/06/2020.

M. Célestin LIBANGA exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Célestin LIBANGA est placé directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin Officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 13 mai 2020
Le directeur de l'unité
Sophie ROSSET

Pour le CNRS,
Visa de la déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



DEC201019DR04

Décision portant cessation de fonctions de M. Laurent POINTAL assistant de prévention (AP) au sein de l'unité UPR3251 intitulée Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC132093DR04 portant nomination de M. Laurent POINTAL aux fonctions d'AP ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention (AP) exercées par M. Laurent POINTAL, dans l'unité du CNRS n° UPR3251, à compter du 01/06/2020.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 12 mai 2020

Le directeur de l'unité
Sophie ROSSET

Pour le CNRS,
Visa de la déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



DEC200981IN2P3

Décision portant nomination de Mme Sandrine Pavy aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Sandrine Pavy, ingénieur de recherche de 2^{ème} classe est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué à la science pour l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021.

Sa mission a pour objet le « Référentiel projets ».

Pour l'exercice de cette mission, Mme Sandrine Pavy demeure affectée au Laboratoire Leprince-Ringuet à Palaiseau.

Article 2

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021, Mme Sandrine Pavy percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Ile de France Gif sur Yvette.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 18 mai 2020

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC201016DR05

Décision portant nomination de Mme Nathalie Royer aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Meudon

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC180331DAJ modifiée du 25 janvier 2018 donnant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Mme Nathalie Royer, IR2, est nommée, à compter du 1^{er} juin 2020, responsable du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Meudon en remplacement de Mme Béatrice Simpson, appelée à d'autres fonctions.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 12 mai 2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC200945DR06

Décision portant nomination de Madame Valérie Thevenin aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité ERL7004 intitulée Lumières, nanomatériaux & nanotechnologies (L2n)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC191248DGDS du 19/12/19 portant création et renouvellement de l'unité ERL7004, intitulée Lumières, nanomatériaux & nanotechnologies (L2n), dont le directeur est M. Christophe COUTEAU ;

Vu la décision DEC200180INSIS portant modification de la décision de création de l'ERL7004 intitulée « Lumière, nanotechnologie et nanomatériaux ».

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Valérie Thevenin, Ingénieur, est nommée chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité ERL7004, Lumières, nanomatériaux & nanotechnologies (L2n) à compter du 5 avril 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Vandœuvre-lès-Nancy, le 5 avril 2020

Pour le président - directeur général et par
délégation,
Le directeur d'unité
Christophe COUTEAU

DEC201012DR06

Décision portant nomination de M. Francis Hoffmann, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7053 intitulée Laboratoire Lorrain de Chimie Moléculaire (L2CM).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21/12/2017 portant création et renouvellement de l'unité UMR7053, intitulée Laboratoire Lorrain de Chimie Moléculaire (L2CM), dont le directeur est Mr Philippe GROS ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Centre-Est ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Francis Hoffmann, Assistant Ingénieur, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7053 intitulée L2CM à compter du 1^{er} mai 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Vandœuvre-lès-Nancy, le 7 mai 2020.

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le Directeur d'unité
Philippe GROS



DEC192726DGDS

Décision portant nomination de Madame Sabine Petit aux fonctions de chargée de mission à temps partiel

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Sabine Petit, chercheur CNRS CR1, est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué à la science pour la DAPP, Direction rattachée à la DGDS, du 1^{er} octobre 2019 au 31 décembre 2020.

Sa mission a pour objet le suivi de la politique de site en qualité d'ADSR pour les sites de Paris-Saclay et Institut Polytechnique de Paris.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Sabine Petit demeure affectée à l'UMR7285 à l'Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers (IC2MP) à Poitiers.

Article 2

Du 1^{er} octobre 2019 au 31 décembre 2020, Mme Sabine Petit percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation DR8 - Centre Limousin Poitou Charente.

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le Président-directeur général
Antoine Petit

31 OCT. 2019

DEC190914DR10

Décision portant nomination de M. Dominique MULLER aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR 7357 intitulée Laboratoire des sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie (ICube)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-103 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision n° DEC123202DGDS du 19 décembre 2012 nommant M. Michel DE MATHELIN, directeur de l'unité UMR 7357 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection dans le secteur industrie/recherche option « sources radioactives scellées » (sources radioactives scellées, générateurs de rayons X et accélérateurs de particules) délivré à M. Dominique Muller le 12/02/2019 par APAVE ALSACIENNE ;

Vu l'avis favorable de la commission CLHSCT du 26 novembre 2013,

DECIDE :

Article 1er : Nomination

M. Dominique MULLER, ingénieur de recherche, est nommé personne compétente en radioprotection pour une durée de 5 ans à compter du 25/01/2019.

Article 2 : Missions

M. Dominique MULLER exerce les missions prévues aux articles R. 4451-110 et suivants du code du travail.

Article 3 : Communication obligatoire

L'identité et les coordonnées de M. Dominique MULLER sont portées à la connaissance de chaque personnel qui pourrait intervenir en zone contrôlée ou en zone surveillée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

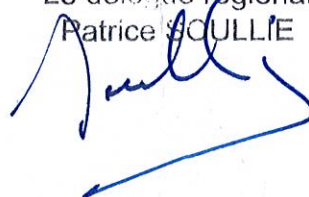
Fait à Strasbourg le 08/03/2019

Le directeur d'ICube
M. DE MATHELIN

Le directeur d'unité
Michel DE MATHELIN

Visa du délégué régional du CNRS

Le délégué régional
Patrice SCULLIE



Visa du président de l'Université de Strasbourg



Le Président de
l'Université de Strasbourg



MICHEL BENABEN

DEC190917DR10

Décision portant nomination de M. Christophe LEFEVRE aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR 7504 intitulée Institut de Physique et Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-103 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision n° DEC180890DR10 portant renouvellement de l'unité mixte UMR7504 intitulée Institut de Physique et Chimie des Matériaux de Strasbourg et nommant M. Pierre Rabu en qualité de directeur ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection dans le secteur industrie/recherche option « sources radioactives scellées » (sources radioactives scellées, générateurs de rayons X et accélérateurs de particules) délivré à M Christophe LEFEVRE le 12/02/2019 par APAVE Alsacienne ;

Vu l'avis de l'instance de concertation de l'UMR7504-IPCMS du 04/12/2014 ;

DECIDE :

Article 1er : Nomination

M. Christophe LEFEVRE, chargé de recherche, est nommé personne compétente en radioprotection pour une durée de 5 ans à compter du 20/03/2019.

Article 2 : Missions

M. Christophe LEFEVRE exerce les missions prévues aux articles R. 4451-110 et suivants du code du travail.

Article 3 : Communication obligatoire

L'identité et les coordonnées de M. Christophe LEFEVRE sont portées à la connaissance de chaque personnel qui pourrait intervenir en zone contrôlée ou en zone surveillée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg le 08 mars 2019

Le directeur de l'unité
Pierre Rabu

Visa du délégué régional du CNRS

Visa du président de l'Université de Strasbourg

DEC190917DR10

Décision portant nomination de M. Christophe LEFEVRE aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR 7504 intitulée Institut de Physique et Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-103 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision n° DEC180890DR10 portant renouvellement de l'unité mixte UMR7504 intitulée Institut de Physique et Chimie des Matériaux de Strasbourg et nommant M. Pierre Rabu en qualité de directeur ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection dans le secteur industrie/recherche option « sources radioactives scellées » (sources radioactives scellées, générateurs de rayons X et accélérateurs de particules) délivré à M Christophe LEFEVRE le 12/02/2019 par APAVE Alsacienne ;

Vu l'avis de l'instance de concertation de l'UMR7504-IPCMS du 04/12/2014 ;

DECIDE :

Article 1er : Nomination

M. Christophe LEFEVRE, chargé de recherche, est nommé personne compétente en radioprotection pour une durée de 5 ans à compter du 20/03/2019.

Article 2 : Missions

M. Christophe LEFEVRE exerce les missions prévues aux articles R. 4451-110 et suivants du code du travail.

Article 3 : Communication obligatoire

L'identité et les coordonnées de M. Christophe LEFEVRE sont portées à la connaissance de chaque personnel qui pourrait intervenir en zone contrôlée ou en zone surveillée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg le 08 mars 2019


Le directeur de l'unité
Pierre Rabu

Visa du délégué régional du CNRS

Le délégué régional
Patrice SOULLIE



Visa du président de l'Université de Strasbourg



Le Président de
l'université de Strasbourg



Michel DENEKEN

DEC190918DR10

Décision portant nomination de M. Simon GREE aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR 7361 intitulée Institut de Science des Matériaux de Mulhouse (IS2M).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-103 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'instruction n° 122942DAJ du 1er décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision n° DEC171276DGDS portant renouvellement de l'unité mixte UMR7361 intitulée Institut des Sciences des Matériaux de Mulhouse (IS2M) et nommant M. Vincent Roucoules en qualité de directeur ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection dans le secteur industrie/recherche option « sources radioactives scellées » (sources radioactives scellées, générateurs de rayons X et accélérateur de particules) délivré à M. Simon GREE le 12/02/19 par APAVE Alsacienne ;

DECIDE :

Article 1er : Nomination

M. Simon GREE, Ingénieur d'étude, est nommé personne compétente en radioprotection pour une durée de 5 ans à compter du 20/03/19.

Article 2 : Missions

M. Simon GREE exerce les missions prévues aux articles R.4451-110 et suivants du code du travail.

Article 3 : Communication obligatoire

L'identité et les coordonnées de M. Simon GREE sont portées à la connaissance de chaque personnel qui pourrait intervenir en zone contrôlée ou en zone surveillée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Mulhouse le 8 mars 2019

Le directeur de l'unité
Vincent Roucoules


Pr. Vincent ROUCOULES - Directeur
Institut de Science des Matériaux de Mulhouse
UMR7361 CNRS UHA

Visa du délégué régional du CNRS

Le délégué régional
Patrice SOULIE

La Présidente de
l'Université de Haute-Alsace
C. GANGLOFF-ZIEGLER

Visa de la Présidente de l'Université de Haute Alsace

Décision portant nomination de M. Dominique BIELLMANN aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR 7104 intitulée Institut de Génétique et de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IGBMC).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-103 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'instruction n° 122942DAJ du 1er décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision n° DEC141983INSB portant renouvellement de l'unité mixte UMR7104 intitulée Institut de Génétique et de Biologie Moléculaire et Cellulaire et nommant M. Bertrand Séraphin en qualité de directeur ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection dans le secteur industrie/recherche option « sources radioactives scellées » (sources radioactives scellées, générateurs de rayons X et accélérateur de particules) délivré à M. Dominique BIELLMANN le 12/02/19 par APAVE Alsacienne ;

DECIDE :

Article 1er : Nomination

M. Dominique BIELLMANN, Ingénieur d'étude, est nommé personne compétente en radioprotection pour une durée de 5 ans à compter du 26/01/19.

Article 2 : Missions

M. Dominique BIELLMANN exerce les missions prévues aux articles R.4451-110 et suivants du code du travail.

Article 3 : Communication obligatoire

L'identité et les coordonnées de M. Dominique BIELLMANN sont portées à la connaissance de chaque personnel qui pourrait intervenir en zone contrôlée ou en zone surveillée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Illkirch le 12 avril 2019

Le directeur de l'unité
Bertrand Séraphin

Visa du délégué régional du CNRS

Le délégué régional
Patrice SOULLIE

Visa du Président de l'Université de Strasbourg

Le Président de
l'Université de Strasbourg

MICHEL BENEKEN

Visa du délégué régional de l'Inserm


Inserm Délégation Régionale Est
Pour les régions Bourgogne,
Franche-Comté et Grand Est
Éric SIMON
Délégué Régional

DEC191213DR10

Décision portant cessation de fonctions de M. Jérôme Colin, assistant de prévention (AP) au sein de l'unité mixte UMR7357 intitulée Laboratoire des sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie (ICube)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC130499DR10 du 28 février 2013 portant nomination de M. Jérôme Colin aux fonctions d'AP,

DECIDE :

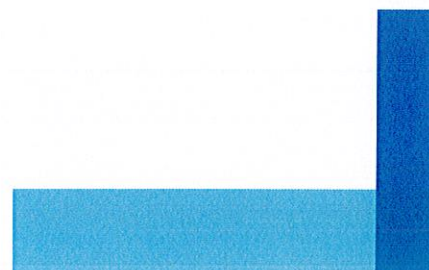
Article 1^{er} : Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention (AP) exercées par M. Jérôme Colin, dans l'unité mixte UMR7357 intitulée Laboratoire des sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie à compter du 1^{er} juin 2019.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 18/04/2019



Le directeur de l'unité
Michel De Mathelin



Visa du délégué régional du CNRS

03 MAI 2019

Le délégué régional
Patrice SOULLIE

Visa du Président de l'Université de Strasbourg



Le Président de
l'Université de Strasbourg


Michel DENEKEN



DEC191716DR10

Décision portant nomination de M. Jesse SCHIFFLER aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR7357 intitulée Laboratoire des Sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie (ICube)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC171276DGDS portant renouvellement de l'unité mixte UMR7357 intitulée Laboratoire des Sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie (ICube) et nommant M. Michel DE MATHELIN en qualité de directeur ;

Considérant que M. Jesse SCHIFFLER a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Alsace du CNRS et l'Université de Strasbourg du 13 au 15 mai 2019 et du 12 au 14 juin 2019,

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Jesse SCHIFFLER, ingénieur d'études, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR7357 intitulée Laboratoire des Sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie (ICube) à compter du 14 juin 2019.

M. Jesse SCHIFFLER exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Jesse SCHIFFLER est placé directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 26 juin 2019

Le directeur d'unité
Michel DE MATHELIN

Visa du délégué régional du CNRS

Visa du président de l'Université de Strasbourg

Visa du directeur d'ENGES



Visa du directeur de l'INSA



DEC191716DR10

Décision portant nomination de M. Jesse SCHIFFLER aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR7357 intitulée Laboratoire des Sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie (ICube)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC171276DGDS portant renouvellement de l'unité mixte UMR7357 intitulée Laboratoire des Sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie (ICube) et nommant M. Michel DE MATHELIN en qualité de directeur ;

Considérant que M. Jesse SCHIFFLER a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Alsace du CNRS et l'Université de Strasbourg du 13 au 15 mai 2019 et du 12 au 14 juin 2019,

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Jesse SCHIFFLER, ingénieur d'études, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR7357 intitulée Laboratoire des Sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie (ICube) à compter du 14 juin 2019.

M. Jesse SCHIFFLER exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Jesse SCHIFFLER est placé directement sous l'autorité du directeur d'unité.

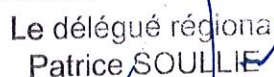
Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 26 juin 2019

Le directeur d'unité
Michel DE MATHELIN


Le directeur d'ICube,
M. DE MATHELIN

Visa du délégué régional du CNRS


Le délégué régional
Patrice SOULLIE

Visa du président de l'Université de Strasbourg



Le Président de
l'Université de Strasbourg

Michel DENEKEN

DEC193245DR10

Décision portant nomination de Mme Ludivine Ramolu aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité de la fédération de recherche intitulée FR1589 Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC171283DGDS portant création de la fédération de recherche intitulée FR1589 Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC) et nommant M. Jean-Luc IMLER en qualité de directeur ;

Considérant que Mme Ludivine Ramolu a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par la délégation Alsace du CNRS et l'Université de Strasbourg de 2013.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Ludivine Ramolu, Ingénieur d'études, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de la fédération de recherche intitulée FR1589 Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC) à compter du 01/12/2019.

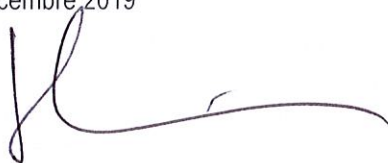
Mme Ludivine Ramolu exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Ludivine Ramolu est placée directement sous l'autorité du directeur d'unité.

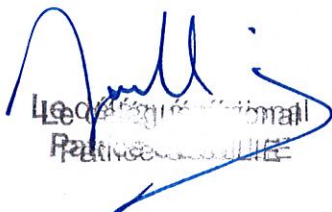
Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Strasbourg le 1^{er} décembre 2019

Le directeur de l'unité
Jean-Luc Imler



Visa du délégué régional du CNRS



Le délégué régional du CNRS
Patrice...



DEC200941DR16

Délégation de signature consentie à Madame Francesca GRASSIA, secrétaire générale du Comité National de la Recherche Scientifique (CoCNRS), unité MOY1613 intitulée « Secrétariat Général du Comité National de la Recherche Scientifique » (SGCN), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC130316DAJ du 15 février 2013 portant nomination de M. Laurent CHAZALY aux fonctions d'adjoint de la secrétaire générale du Comité National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC132220DAJ du 15 juillet 2013, portant nomination de Mme Marie-Claude LABASTIE aux fonctions de secrétaire générale de l'unité MOY1613 intitulée « Secrétariat Général du Comité National de la Recherche Scientifique » (SGCN) ;

Vu la décision DEC133068DAJ du 14 novembre 2013 portant fin de fonction et nomination de Madame Hélène NAFTALSKI (MAURY), aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC200782DAJ du 11 mars 2020 portant nomination de M. Laurent CHAZALY, aux fonctions de secrétaire général par intérim du Comité National de la Recherche Scientifique (CoCNRS), unité MOY1613 intitulée « Secrétariat Général du Comité National de la Recherche Scientifique » (SGCN), en remplacement de Mme Marie-Claude LABASTIE, admise à faire valoir ses droits à la retraite ;

Vu la décision DEC200904DAJ du 27 mars 2020 portant nomination de Mme Francesca GRASSIA, aux fonctions de secrétaire générale du Comité National de la Recherche Scientifique (CoCNRS), unité MOY1613 intitulée « Secrétariat Général du Comité National de la Recherche Scientifique » (SGCN), à compter du 1^{er} mai 2020;

DECIDE :



Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Mme Francesca GRASSIA**, secrétaire générale du Comité National de la Recherche Scientifique (CoCNRS), unité MOY1613 intitulée « Secrétariat Général du Comité National de la Recherche Scientifique » (SGCN), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles au SGCN, les actes suivants :

1. Les commandes d'un montant inférieur à 40 000,00 euros hors taxes, soit 50 000,00 euros TTC et les actes d'exécution correspondants ;
2. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risques, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Francesca GRASSIA, délégation de signature est donnée **M. Laurent CHAZALY**, adjoint de la secrétaire générale du Comité National de la Recherche Scientifique (CoCNRS), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 30 avril 2020

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Hélène MAURY



DEC201043DRH

Décision portant nomination de Mme Anne-Dominique LOHEDO-DEVAUCHELLE aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Anne-Dominique LODEHO-DEVAUCHELLE, IR INSERM, est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué aux ressources pour la direction déléguée aux cadres supérieurs, du 1^{er} juin 2020 au 31 mai 2021.

Sa mission a pour objet de piloter la démarche de construction du référentiel de compétences managériales.

Article 2

Du 1^{er} juin 2020 au 31 mai 2021, Mme Anne-Dominique LODEHO-DEVAUCHELLE, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Paris Michel-Ange.



Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 27 mai 2020

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'P' with a vertical line through it, enclosed in a light blue rectangular box.

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC192725DGDS

Décision portant nomination de Madame Marie-Paule Besland aux fonctions de chargée de mission à temps partiel

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Marie-Paule Besland, chercheuse CNRS DR, est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué à la science pour la DAPP, Direction rattachée à la DGDS, du 1^{er} octobre 2019 au 31 décembre 2020.

Sa mission a pour objet le suivi de la politique de site en qualité d'ADSR pour les sites de Limoges, La Rochelle, Poitiers.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Marie-Paule Besland demeure affectée à l'UMR6502 à l'Institut des Matériaux Jean Rouxel, à Nantes.

Article 2

Du 1^{er} octobre 2019 au 31 décembre 2020, Mme Marie-Paule Besland percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation DR17 – Bretagne Pays-de-la-Loire.

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le Président-directeur général
Antoine Petit

31 OCT 2019

DEC200458DR17

Décision portant nomination de M. David ZWOLINSKI, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR8227 intitulée Laboratoire de Biologie Intégrative des Modèles Marins (LBI2M)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8227, intitulée Laboratoire de Biologie Intégrative des Modèles Marins (LBI2M), dont le directeur est M. Stéphane EGEE ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Bretagne et Pays de la Loire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. David ZWOLINSKI, ingénieur d'études, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR8227 à compter du 01/01/2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Roscoff, le 11/05/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
M. Stéphane EGEE



DEC200457DR17

Décision portant nomination de M. David ZWOLINSKI, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7144 intitulée Adaptation et diversité en milieu marin (AD2M)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7144, intitulée Adaptation et diversité en milieu marin (AD2M), dont le directeur est M. Fabrice NOT ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Bretagne et Pays de la Loire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. David ZWOLINSKI, ingénieur d'études, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7144 à compter du 01/01/2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Roscoff, le 11/05/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
M. Fabrice NOT



DEC200456DR17

Décision portant nomination de M. Jean-Michel AROUMOUGOM, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMI3614 intitulée Evolutionary Biology and Ecology of Algae (EBEA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC181903DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMI3614, intitulée Evolutionary Biology and Ecology of Algae (EBEA), dont la directrice est Mme Myriam VALERO ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Bretagne et Pays de la Loire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Jean-Michel AROUMOUGOM, assistant ingénieur, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMI3614 à compter du 01/01/2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Roscoff, le 11/05/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité
Mme Myriam VALERO



DEC200454DR17

Décision portant nomination de M. Jean-Michel AROUMOUGOM, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité FR2424 intitulée Station biologique de Roscoff (SBR)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC181904DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité FR2424, intitulée Station biologique de Roscoff (SBR), dont la directrice est Mme Catherine BOYEN ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Bretagne et Pays de la Loire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Jean-Michel AROUMOUGOM, assistant ingénieur, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité FR2424 à compter du 01/01/2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Roscoff, le 11/05/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité
Mme Catherine BOYEN



DEC201036DR17

Décision portant nomination de M. Sébastien GUIFFAN, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR6112 intitulée Laboratoire de planétologie et géodynamique (LPG)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6112, intitulée Laboratoire de planétologie et géodynamique (LPG), dont le directeur est M. Antoine MOCQUET ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Bretagne et Pays de la Loire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Sébastien GUIFFAN, technicien de la recherche, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR6112 à compter du 20/05/2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Nantes, le 20/05/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
M. Antoine MOCQUET



DEC201034DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Nathalie Royer, responsable du service des ressources humaines, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Cavelier, délégué régional de la délégation Ile-de-France Meudon

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 - Délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC132119DAJ du 2 septembre 2013 nommant M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision DEC201016DR05 du 12 mai 2020 nommant Mme Nathalie Royer, aux fonctions de responsable du service des ressources humaines, à compter du 1^{er} juin 2020 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon, et de Mme Ana Claudia Fonseca Brefe, adjointe au délégué régional, délégation est donnée à Mme Nathalie Royer, responsable du service des ressources humaines, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire.

Article 2

La présente décision prend effet au 1^{er} juin 2020.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 19/05/2020

Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC200604DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Audrey Célestine et M. Antonio Mendes pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité USR2002 intitulée Centre international de recherches sur les esclavages et post-esclavages (CIRES)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191247DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité USR2002, intitulée Centre international de recherches sur les esclavages et post-esclavages (CIRES), dont la directrice est Mme Myriam Cottias ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Audrey Célestine, MC, et M. Antonio Mendes, MC, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Aubervilliers, le 1^{er} janvier 2020

La directrice d'unité
Myriam Cottias

¹ Pour mémoire la directrice d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC201020DAJ

Décision portant modification de la décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 modifiée portant délégation de signature à M. Philippe Cavalier, délégué régional de la circonscription Ile-de-France Ouest et Nord (DR05)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC132119DAJ du 2 septembre 2013 portant nomination de M. Philippe Cavalier aux fonctions de délégué régional de la circonscription Ile-de-France Ouest et Nord ;

Vu la décision DEC201016DR05 du 12 mai 2020 portant nomination de Mme Nathalie Royer aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Meudon ;

DECIDE :

Article 1^{er}. – La décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 susvisée est modifiée comme suit :

- 1.1 Aux visas, les termes « *Vu la décision DEC172188DR05 du 3 juillet 2017 portant nomination de Mme Béatrice Simpson aux fonctions de responsable du Service des Ressources Humaines de la Délégation Ile-de-France Ouest et Nord* » sont remplacés par les termes « *Vu la décision DEC201016DR05 du 12 mai 2020 portant nomination de Mme Nathalie Royer aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Meudon* ».
- 1.2 Dans l'ensemble de la décision, les termes « *Mme Béatrice Simpson* » sont remplacés par les termes « *Mme Nathalie Royer* ».

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 14 mai 2020

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC200395DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Anne Emmanuelle Berger, directrice de l'unité UMR8238 intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC132119DAJ du 2 septembre 2013 nommant Philippe Cavelier délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 2 septembre 2013 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8238, intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS), dont la directrice est Mme Anne Emmanuelle Berger ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Anne Emmanuelle Berger, directrice de l'unité UMR8238, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne Emmanuelle Berger, délégation de signature est donnée à Mme Caroline Ibos, MC, Mme Julie de Faramond, IE, Mme Marta Seggara Montaner, DR, et M. Eric Fassin, PU, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC180980DR05 du 6 mars 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 29 janvier 2020

Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC200396DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Caroline Ibos et Mme Julie de Faramond pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR82378 intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8238, intitulée Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité (LEGS), dont la directrice est Mme Anne Emmanuelle Berger ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Caroline Ibos, MC, et Mme Julie de Faramond, IE, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Aubervilliers, le 29 janvier 2020

La directrice d'unité
Anne Emmanuelle Berger

¹ Pour mémoire la directrice d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200603DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Myriam Cottias, directrice de l'unité USR2002 intitulée Centre international de recherches sur les esclavages et post-esclavages (CIRESC), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC132119DAJ du 2 septembre 2013 nommant Philippe Cavelier délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 2 septembre 2013 ;

Vu la décision DEC191247DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité USR2002, intitulée Centre international de recherches sur les esclavages et post-esclavages (CIRESC), dont la directrice est Mme Myriam Cottias ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Myriam Cottias, directrice de l'unité USR2002, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Myriam Cottias, délégation de signature est donnée à Mme Audrey Célestine, MC, et M. Antonio Mendes, MC, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC170952DR01 du 14 mars 2017 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 1^{er} janvier 2020

Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC193315DR06

Décision portant délégation de signature à Mme Véronique REMY, M. Jean Michel Cromptin, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMS3653 intitulée Gestion de l'Institut Carnot énergie et environnement de Nancy (ICEEL)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171285DGDS du 21/12/2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMS3653 intitulée Gestion de l'Institut Carnot énergie et environnement de Nancy ,

Vu la décision DEC200187INSIS du 11 février 2020 portant nomination de Jérôme STERPENICH aux fonctions de directeur par intérim de l'unité UMS3653 intitulée Gestion de l'Institut Carnot énergie et environnement de Nancy ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Mme Véronique REMY**, IE et chargée d'appui administratif et financier , à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique REMY, délégation est donnée à **M. Jean Michel Cromptin** Ingénieur Université de Lorraine aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre les Nancy , le 11 février 2020

le directeur d'unité
Jérôme STERPENICH

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.





DEC200967DR06

Décision portant délégation de signature à M. Laurent LARGER directeur de l'unité UMR6174 intitulée Franche-Comté Electronique Mécanique Thermique et Optique - Sciences et Technologie (FEMTO-ST) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191404DAJ du 1^{ER} juillet 2019 nommant Edwige Helmer-Laurent déléguée régionale pour la circonscription Centre Est (DR06) à compter du 26 août 2019 ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité de l'unité UMR6174 intitulée Franche-Comté Electronique Mécanique Thermique et Optique - Sciences et Technologie dont le directeur est Laurent LARGER ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Laurent LARGER directeur de l'unité UMR6174 à l'effet de signer, au nom du(de la) délégué(e) régional(e), pris(e) en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Laurent Larger**, délégation de signature est donnée à **M. Fei GAO**, professeur à l'Université de Franche Comté, à **Mme Ausrine BARTASYTE**, Professeur à l'Université de Franche-Comté, à **M. Jean Pascal Carpentier**, Secrétaire Général et **Mme Fabienne Fichepoil**, responsable financière aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Délégation est également donnée aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, aux directeurs de départements mentionnées ci-après, relevant de l'unité **et dans la limite de la gestion de leurs départements respectifs** :

- à **M. Mickael Hilaret**, Professeur à l'Université de Franche-Comté, directeur du département Energie ;
- à **M. Yann Kersale**, Professeur à l'ENSMM, directeur du département Temps-Fréquence;
- à **M. Julien Bourgeois**, Directeur du département DISC ;
- à **M. Emmanuel Foltête**, Professeur à l'ENSMM, directeur du département Mécanique Appliquée;
- à **M. Maxime Jacquot**, Professeur Université de Franche Comté Directeur du département Optique ;
- à **M. Philippe Lutz**, Professeur à l'université de Franche-Comté, directeur du département AS2M ;
- à **M. Vincent Laude**, Directeur de Recherche CNRS, Directeur du département MN2S ;
- à **M. Thomas Baron**, Ingénieur de recherche à l'École Nationale Supérieure de Mécanique et des Microtechniques de Besançon,

Article 4

La décision n° DEC192206DR06 du 26 août 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 5

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre les Nancy , le 2 janvier 2020

La déléguée régionale
Edwige Helmer-Laurent



DEC193314DR06

Décision portant délégation de signature à M. Jérôme STERPENICH directeur de l'unité UMS3653 intitulée Gestion de l'Institut Carnot énergie et environnement de Nancy (ICEEL) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191404DAJ du 1^{ER} juillet 2019 nommant Edwige Helmer-Laurent déléguée régionale pour la circonscription Centre Est (DR06) à compter du 26 août 2019 ;

Vu la décision DEC171285DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité de l'unité UMS3653 intitulée Gestion de l'Institut Carnot énergie et environnement de Nancy

Vu la décision DEC200187INSIS du 11 février 2020 portant nomination de Jérôme STERPENICH aux fonctions de directeur de l'unité UMS3653 intitulée Gestion de l'Institut Carnot énergie et environnement de Nancy ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jérôme STERPENICH directeur de l'unité UMS3653 à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme STERPENICH, délégation de signature est donnée à **Mme Véronique REMY**, IE et chargée d'appui administratif et financier, M. **Jean Michel Cromptin**, Ingénieur Université de Lorraine, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC192214DR06 du 26/08/2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre les Nancy , le 11 février 2020

La Déléguée Régionale
Edwige

HELMER-LAURENT



DEC200969DR06

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6174 intitulée Franche-Comté Electronique Mécanique Thermique et Optique - Sciences et Technologie (FEMTO-ST)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6174 intitulée Franche-Comté Electronique Mécanique Thermique et Optique - Sciences et Technologie , dont le directeur est Laurent LARGER

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M.**Fei GAO** professeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M Fei GAO délégation est donnée à **Mme .Ausrine BARTASYTE**, professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M.**Fei GAO** et de **Mme .Ausrine BARTASYTE**, délégation est donnée à M **M. Jean-Pascal Carpentier**, Ingénieur de recherche CNRS et secrétaire général aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de M.Fei GAO , de Mme .Ausrine BARTASYTE, et de M. Jean-Pascal Carpentier délégation est donnée à Mme **Fabienne FICHEPOIL**, responsable financière aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de M.Fei GAO , de Mme .Ausrine BARTASYTE, de M. Jean-Pascal Carpentier et de Mme Fabienne FICHEPOIL, délégation est également donnée aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision aux directeurs de départements mentionnées ci-après, relevant de l'unité **et dans la limite de la gestion de leurs départements respectifs** :

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

- à **M. Mickael Hilaiet**, Professeur à l'Université de Franche-Comté, directeur du département Energie ;
- à **M. Yann Kersale**, Professeur à l'ENSMM, directeur du département Temps-Fréquence;
- à **M. Julien Bourgeois**, Directeur du département DISC ;
- à **M. Emmanuel Foltête**, Professeur à l'ENSMM, directeur du département Mécanique Appliquée;
- à **M. maxime Jacquot**, Professeur UFC, Directrice du département Optique ;
- à **M. Philippe Lutz**, Professeur à l'université de Franche-Comté, directeur du département AS2M ;
- à **M. Vincent Laude** , directeur recherche CNRS, Directeur du département MN2S ;
- à **M. Thomas Baron**, Ingénieur de recherche à l'École Nationale Supérieure de Mécanique et des Microtechniques de Besançon,

Article 6

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 7

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Besançon le 2 janvier 2020

Le directeur d'unité
Laurent LARGER



DEC200394DR11

Décision portant délégation de signature à Mme Maurine MONTAGNAT RENTIER, directrice de l'unité GDR2006 intitulée Recristallisation et croissance des grains (REX), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC170960DAJ du 28 mars 2017 portant nomination de M. Jérôme PARET, aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juin 2017 ;

Vu la décision DEC161232DGDS du 16 décembre 2016 portant création de l'unité GDR2006 intitulée Recristallisation et croissance des grains (REX), dont la directrice est Mme Maurine MONTAGNAT RENTIER ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Maurine MONTAGNAT RENTIER, directrice de l'unité GDR2006, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement Mme Maurine MONTAGNAT RENTIER, délégation de signature est donnée à Mme Carole BIENVENU, IR2, gestionnaire financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC171599DR11 du 1^{er} juin 2017 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 28 février 2020

Le délégué régional
Jérôme PARET



DEC200790DR11

Décision portant délégation de signature à M. Kholdoun TORKI, directeur de l'unité UMS3040 intitulée Circuits Multi-Projets (CMP), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC170960DAJ du 28 mars 2017 portant nomination de M. Jérôme PARET, aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juin 2017 ;

Vu la décision DEC151298DGDS du 18 décembre 2015 approuvant le renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2016, de l'unité UMS3040 intitulée Circuits Multi-Projets (CMP), dont le directeur est M. Jean-Christophe CREBIER ;

Vu la décision DEC192958INS2I portant nomination de M. Kholdoun TORKI aux fonctions de directeur de l'unité de service UMS3040 intitulée Circuits Multi-Projets (CMP) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Kholdoun TORKI, directeur de l'unité UMS3040, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Kholdoun TORKI, délégation de signature est donnée à Mme Joëlle PARRAU, AI, gestionnaire financière / RH, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC193173DR11 du 20 décembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 4 mars 2020.

Le délégué régional,
Jérôme Paret

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200857DR15

Décision portant délégation de signature à M. Thierry Stoecklin, directeur de l'unité GDR3575 intitulée Dynamique quantique dans les systèmes moléculaires : théorie, modélisation, simulation (THEMS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180755DAJ du 22 février 2018 portant nomination de M. Younis Hermès aux fonctions de délégué régional de la circonscription Aquitaine à compter du 1er avril 2018 ;

Vu la décision DEC2000351INP du 24 janvier 2020 portant modification de la délégation de la GDR3575 – Dynamique quantique dans les systèmes moléculaires : théorie, modélisation, simulation (THEMS) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Thierry Stoecklin, directeur de l'unité GDR3575, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 24 janvier 2020

Le délégué régional
Younis Hermès



DEC200860DR15

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Jacques Bessoule, directeur de l'UMR5200 intitulée Laboratoire de biogenèse membranaire (LBM), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180755DAJ du 22 février 2018 portant nomination de M. Younis Hermès aux fonctions de délégué régional de la circonscription Aquitaine à compter du 1er avril 2018 ;

Vu la décision DEC151290DGDS du 18 décembre 2015 portant renouvellement de l'UMR5200 intitulée Laboratoire de biogenèse membranaire (LBM) dont le directeur est M. Jean-Jacques Bessoule ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean-Jacques Bessoule, directeur de l'unité UMR5200, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Jacques Bessoule, directeur, délégation de signature est donnée à Mme Stéphanie Pascal, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC181258DR15 du 1^{er} avril 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 1^{er} mars 2020

Le délégué régional
Younis Hermès



DEC200864DR15

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Philippe Domenger, directeur de l'UMR5800 intitulée Laboratoire Bordelais de Recherche en Informatique (LaBRI), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180755DAJ du 22 février 2018 portant nomination de M. Younis Hermès aux fonctions de délégué régional de la circonscription Aquitaine à compter du 1er avril 2018 ;

Vu la décision DEC151290DGDS du 18 décembre 2015 portant renouvellement de l'UMR5800, intitulée Laboratoire Bordelais de Recherche en Informatique (LaBRI), dont le directeur est M. Jean-Philippe Domenger ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean-Philippe Domenger, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe Domenger, délégation de signature est donnée à M. Mohamed Mosbah, Professeur, Mme Magalie Hinnenberger, Ingénieure, Mme Stéphanie Maria, ASI, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC181276DR15 du 1^{er} avril 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 1^{er} janvier 2020

Le délégué régional
Younis Hermès



DEC200310DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Michaël CANVA, directeur de l'unité UMI3463 intitulée « Laboratoire Nanotechnologies et Nanosystèmes » (LN2), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision n° 122736DSI du 5 janvier 2012 portant création de l'unité UMI3463, intitulée « Laboratoire Nanotechnologies et Nanosystèmes », dont le directeur est M. Abdelkader SOUIFI ;

Vu la décision DEC133068DAJ du 14 novembre 2013 portant fin de fonction et nomination de Madame Hélène NAFTALSKI (MAURY), aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

Vu la décision dec141683INSIS du 7 juillet 2014 portant cessation de fonctions de M. Abdelkader SOUIFI et nomination de M. Michaël CANVA, directeur de l'unité UMI3463 intitulée « Laboratoire Nanotechnologies et Nanosystèmes » (LN2) à compter du 1^{er} septembre 2014 ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC151295DGDS du 18 décembre 2015 portant renouvellement de l'unité UMI3463 intitulée « Laboratoire Nanotechnologies et Nanosystèmes » (LN2), dont le directeur est M. Michaël CANVA et le directeur adjoint M. Vincent AIMEZ, à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}



Délégation est donnée à **M. Michaël CANVA**, directeur de l'unité UMI3463 intitulée « Laboratoire Nanotechnologies et Nanosystèmes » (LN2), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michaël CANVA, délégation de signature est donnée **M. Vincent AIMEZ**, directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 17 janvier 2020

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Hélène MAURY

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200304DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur Denis BENDEJACQ, de l'unité UMI3254 intitulée « Complex Assemblies of Solf Matter » (COMPASS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC133068DAJ du 14 novembre 2013 portant fin de fonction et nomination de Madame Hélène NAFTALSKI (MAURY), aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC172547INC du 3 octobre 2017 portant cessation de fonctions de M. Jean-Yves DELANNOY et nomination par intérim de M. Denis BENDEJACQ aux fonctions de directeur de l'unité UMI3254 intitulée « Complex Assemblies of Solf Matter » (COMPASS) à compter du 1^{er} septembre 2017 jusqu'au 31 décembre 2017 ;

Vu la décision DEC173056INC du 15 décembre 2017 portant nomination de M. Denis BENDEJACQ aux fonctions de directeur de plein exercice de l'unité UMI3254 intitulée « Complex Assemblies of Solf Matter » (COMPASS) à compter du 1^{er} décembre 2017 pour la durée fixée dans la décision DEC161221DGDS portant renouvellement de cette unité ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Denis BENDEJACQ**, directeur de UMI3254 intitulée « Complex Assemblies of Solf Matter » (COMPASS), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 17 janvier 2020

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Hélène MAURY

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200384DR16

Délégation de signature consentie à Monsieur Jacques MADDALUNO, directeur de l'unité INS1620 intitulée « Institut de chimie » (INC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et des commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

Vu la décision DEC132117EDAJ du 2 septembre 2013 portant nomination de Mme Catherine LARROCHE aux fonctions de directrice adjointe administrative de l'unité INS1620 intitulée « Institut de chimie » (INC) ;

Vu la décision DEC133068DAJ du 14 novembre 2013 portant fin de fonction et nomination de Madame Hélène NAFTALSKI (MAURY), aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC171698DAJ du 30 mai 2017 portant nomination de M. Jacques MADDALUNO aux fonctions de directeur de l'unité INS1620 intitulée « Institut de chimie » (INC) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Jacques MADDALUNO**, directeur de l'unité INS1620 intitulée « Institut de chimie » (INC), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'INC, les actes suivants :

1. Les commandes d'un montant inférieur à 40 000,00 euros hors taxes, soit 50 000,00 euros TTC et les actes d'exécution correspondants ;



2. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risques, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques MADDALUNO, délégation de signature est donnée à **Mme Catherine LARROCHE**, directrice adjointe administrative de l'Institut de Chimie (INC), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 17 janvier 2020

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Hélène MAURY



DEC193304DR18

Décision donnant délégation de signature à M. Pierre MARQUIS, directeur de l'unité UMR8188 intitulée Centre de Recherche en Informatique de Lens (CRIL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision collective DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité mixte de recherche UMR8188 intitulée « Centre de Recherche en Informatique de Lens (CRIL) » dont le directeur est M. Pierre MARQUIS;

DECIDE :

Article 1^{er}

La délégation est donnée à M. Pierre MARQUIS, directeur de l'unité UMR8188 à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre MARQUIS, directeur de l'unité, la délégation de signature est donnée à M. Daniel Le BERRE, DUA, et à Mme Virginie DELAHAYE, Administratrice du laboratoire, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC191811DR18 du 01/09/19 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional délégant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à LILLE, le 01/01/2020

Le Délégué Régional
M. Christophe MULLER

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC193300DR18

Décision donnant délégation de signature à M. Alain LERNOULD, directeur de l'unité UMR8163 intitulée SAVOIRS, TEXTES, LANGAGE (STL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8163 intitulée STL, dont le directeur est M. Alain LERNOULD

DECIDE :

Article 1^{er}

La délégation est donnée à M. Alain LERNOULD, directeur de l'unité UMR8163 à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant

unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain LERNOULD, directeur, la délégation de signature est donnée à Mme Ilse DEPRAETERE, Directrice d'Unité adjointe – Professeure des universités, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC192039DR18 du 01/09/2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional délégant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à LILLE, le 01/01/2020

Le délégué régional
Christophe MULLER

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC193296DR18

Décision donnant délégation de signature à M. Jean Philippe LAVAL, directeur de l'unité UMR9014 intitulée Laboratoire de Mécanique des Fluides de Lille Kampé de Fériet (LMFL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

Le DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR9014 intitulée Laboratoire de Mécanique des Fluides de Lille Kampé de Fériet (LMFL), dont le directeur est M. Jean Philippe LAVAL.

DECIDE :

Article 1^{er}

La délégation est donnée à M. Jean Philippe LAVAL, directeur de l'unité UMR9014 à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

CNRS

Délégation Hauts-de-France

43, avenue Le Corbusier – BP30123

59001 LILLE cedex

T. 03 20 12 58 00

www.cnrs.fr



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Philippe LAVAL, directeur, la délégation de signature est donnée à M. Christos VASSILICOS (DR CNRS), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC191799DR18 du 01/09/19 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional délégrant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à LILLE, le 01/01/2020

Le Délégué Régional
M. Christophe MULLER

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200806DR18

Décision portant délégation de signature à Mme Anne WADOUACHI, Directrice de l'unité FR3085 intitulée « Institut de Chimie de Picardie », par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 nommant M. Christophe MULLER, délégué régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC1227740DSI du 05 janvier 2012 approuvant le renouvellement de l'unité FR3085, intitulée « Institut de Chimie de Picardie » ;

Vu la décision DEC141882INC du 28 août 2014 nommant Madame Anne WADOUACHI Directrice de l'unité FR3085 ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

La délégation est donnée à Mme Anne WADOUACHI, Directrice de l'unité FR3085, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne WADOUACHI, la délégation de signature est donnée à M. Matthieu BECUWE, Directeur adjoint et à Mme Nathalie SAULNIER, Gestionnaire financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC191916DR18 du 1/09/2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 1/01/2020

Le délégué régional
Christophe MULLER



DEC200973DR18

Décision portant délégation de signature à M. Sebastian VOLZ, directeur de l'unité UMI2820 intitulée Laboratory for Integrated Micro Mechatronics Systems (LIMMS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 nommant M. Christophe MULLER, délégué régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision collective DEC151295DGDS du 18/12/2015 approuvant le renouvellement de l'unité UMI2820 intitulée Laboratory for Integrated Micro Mechatronics Systems (LIMMS), dont le directeur est M. Sebastian VOLZ

DECIDE :

Article 1^{er}

La délégation est donnée à M. Sebastian VOLZ, directeur de l'unité UMI2820, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sebastian VOLZ, la délégation de signature est donnée à M. Mehmet Cagatay TARHAN, Responsable scientifique du projet SMMiL-E – Enseignant/Chercheur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC191929DR18 du 1/09/2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 1/06/2020

Le délégué régional
Christophe MULLER



DEC193307DR18

Décision donnant délégation de signature à M. Jean DUBUISSON, directeur de l'unité UMR9017 intitulée Centre d'infection et d'immunité de Lille (CIIL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre national de la recherche scientifique par suite de la création de l'université de Lille ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement l'unité UMR9017, intitulée Centre d'infection et d'immunité de Lille, dont le directeur est M. Jean Dubuisson ;

DECIDE :

Article 1^{er}



La délégation est donnée à M. Jean Dubuisson, directeur de l'unité UMR9017 à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean DUBUISSON, la délégation de signature est donnée à Mme Nathalie MIELCAREK, Directrice d'Unité adjointe (Chargée de recherche INSERM) et à Mme Zarifé HANNA-ABBOUD, Ingénieure d'étude CNRS, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC191807DR18 du 01/09/19 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional délégant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à LILLE, le 01/01/2020

Le Délégué Régional
Christophe MULLER

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200990DR10

Décision relative au tarif des produits de l'unité UMS3415 intitulée Chronobiotron.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n°DEC180335DAJ en date du 25 janvier 2018 portant nomination de M. Patrice SOULLIE aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Alsace ;

Vu la décision n°DEC142561DAJ en date du 14 novembre 2014 donnant délégation de signature à M. Patrice SOULLIE, délégué régional pour la circonscription Alsace notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs des diverses prestations réalisées par l'UMS3415 intitulée Chronobiotron sont fixés comme suit :

1) Prestations effectuées par l'UMS3415 :

I - ZONE TRANSGENIQUE		
Code article	Nature des prestations	Tarif HT€
1/ Cages type 2L (530 cm²)		Tarif/cage/semaine
4371	Laboratoire CNRS	4,61
4372	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	4,61
4373	Secteur public – autres EPST et Universités	5,16
4374	Secteur privé	11,47
2/ Cages type 3 (800 cm²)		Tarif/cage/semaine
4375	Laboratoire CNRS	6,92

4376	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	6,92
4377	Secteur public – autres EPST et Universités	7,74
4378	Secteur privé	17,31
3/ Cages type 4 (1820 cm²)		Tarif/cage/semaine
4379	Laboratoire CNRS	15,67
4380	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	15,67
4381	Secteur public – autres EPST et Universités	17,55
4382	Secteur privé	39,38
4/ Souris ≤ 3 semaines		Tarif/animal
4383	Laboratoire CNRS	4,61
4384	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	4,61
4385	Secteur public – autres EPST et Universités	5,16
4386	Secteur privé	11,47
5/ Souris = 4 semaines		Tarif/animal
4387	Laboratoire CNRS	7,17
4388	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	7,17
4389	Secteur public – autres EPST et Universités	8,03
4390	Secteur privé	17,84
6/ Souris = 5 semaines		Tarif/animal
4391	Laboratoire CNRS	9,73
4392	Université de Strasbourg	9,73
4393	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	10,90
4394	Secteur privé	24,21
7/ Souris = 6 semaines		Tarif/animal
4395	Laboratoire CNRS	12,29



4396	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	12,29
4397	Secteur public – autres EPST et Universités	13,76
4398	Secteur privé	30,58
8/ Souris = 7 semaines		Tarif/animal
4399	Laboratoire CNRS	14,86
4400	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	14,86
4401	Secteur public – autres EPST et Universités	16,64
4402	Secteur privé	36,96
9/ Souris = 8 semaines		Tarif/animal
4403	Laboratoire CNRS	17,42
4404	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	17,42
4405	Secteur public – autres EPST et Universités	19,51
4406	Secteur privé	43,33
10/ Souris = 9 semaines		Tarif/animal
4407	Laboratoire CNRS	19,98
4408	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	19,98
4409	Secteur public – autres EPST et Universités	22,38
4410	Secteur privé	49,70
11/ Souris femelle gestante		Tarif/animal
4411	Laboratoire CNRS	50,71
4412	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	50,71
4413	Secteur public – autres EPST et Universités	56,80
4414	Secteur privé	126,16
12/ Rat ≤ 3 semaines		Tarif/animal
4415	Laboratoire CNRS	6,92

4416	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	6,92
4417	Secteur public – autres EPST et Universités	7,75
4473	Secteur privé	17,31
13/ Rat = 4 semaines		Tarif/animal
4419	Laboratoire CNRS	9,80
4420	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	9,80
4421	Secteur public – autres EPST et Universités	10,98
4422	Secteur privé	24,52
14/ Rat = 5 semaines		Tarif/animal
4423	Laboratoire CNRS	12,68
4424	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	12,68
4425	Secteur public – autres EPST et Universités	14,20
4426	Secteur privé	31,74
15/ Rat = 6 semaines		Tarif/animal
4427	Laboratoire CNRS	15,56
4428	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	15,56
4429	Secteur public – autres EPST et Universités	17,43
4430	Secteur privé	38,95
16/ Rat = 7 semaines		Tarif/animal
4431	Laboratoire CNRS	18,44
4432	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	18,44
4433	Secteur public – autres EPST et Universités	20,65
4434	Secteur privé	46,16
17/ Rat = 8 semaines		Tarif/animal
4435	Laboratoire CNRS	21,32



4436	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	21,32
4437	Secteur public – autres EPST et Universités	23,88
4438	Secteur privé	53,38
18/ Rat = 9 semaines		Tarif/animal
4439	Laboratoire CNRS	24,20
4440	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	24,20
4441	Secteur public – EPST et Universités	27,10
4442	Secteur privé	60,59
19/ Rat femelle gestante		Tarif/animal
4443	Laboratoire CNRS	76,07
4444	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	76,07
4445	Secteur public – autres EPST et Universités	85,20
4446	Secteur privé	190,43
20/ Location L2		Tarif/heure
4447	Laboratoire CNRS	6,10
4448	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	6,10
4449	Secteur public – autres EPST et Universités	6,80
4450	Secteur privé	11,88
21/ Location L3		Tarif/heure
4451	Laboratoire CNRS	10,12
4452	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	10,12
4453	Secteur public – autres EPST et Universités	11,35
4454	Secteur privé	46,64
22/ Animaux morts pour TP		Tarif/animal
4459	Laboratoire CNRS	1,00



4460	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	1,00
4461	Secteur public – autres EPST et Universités	1,20
4462	Secteur privé	4,80
23/ Souris de réforme		Tarif/animal
6041	Laboratoire CNRS	4,61
6042	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	4,61
6043	Secteur public – autres EPST et Universités	5,16
6044	Secteur privé	11,47
24/ Rat de réforme		Tarif/animal
6045	Laboratoire CNRS	6,92
6046	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	6,92
6047	Secteur public – autres EPST et Universités	7,75
6048	Secteur privé	17,31
25/ Vente animaux OGM		Tarif/animal
4463	Laboratoire CNRS	373,05
4464	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	373,05
4465	Secteur public – autres EPST et Universités	417,816
4466	Secteur privé	829,52
26/ Génotypage		Tarif/test
4467	Laboratoire CNRS	6,84
4468	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	6,84
4469	Secteur public – autres EPST et Universités	7,66
4470	Secteur privé	14,74



II - ZONES CONVENTIONNELLES : 1er, 2è, 3è, 4è et 5ème ETAGES		
Code article	Nature des prestations	Tarif HT €
1/ Cages type 2 (370 cm²)		Tarif/cage/semaine
4474	Laboratoire CNRS	1,81
4475	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	1,81
4476	Secteur public – autres EPST et Universités	2,03
4478	Secteur privé	7,71
2/ Cages type 3 (800 cm²)		Tarif/cage/semaine
4479	Laboratoire CNRS	3,98
4480	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	3,98
4481	Secteur public – autres EPST et Universités	4,46
4482	Secteur privé	16,66
3/ Cages type 4 ZC5 (1820 cm²)		Tarif/cage/semaine
4483	Laboratoire CNRS	8,87
4484	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	8,87
4485	Secteur public – autres EPST et Universités	9,93
4486	Secteur privé	37,86
4/ Cages type 4 ZC4 (1600 cm²)		Tarif/cage/semaine
6589	Laboratoire CNRS	7,96
6590	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	7,96
6591	Secteur public – autres EPST et Universités	8,92
6592	Secteur privé	31,11
5/ Hamster doré ≤ 3 semaines		Tarif/animal
4487	Laboratoire CNRS	5,48
4488	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	5,48

4489	Secteur public – autres EPST et Universités	6,13
4490	Secteur privé	22,91
6/ Hamster doré = 4 semaines		Tarif/animal
4491	Laboratoire CNRS	6,80
4492	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	6,80
4493	Secteur public – autres EPST et Universités	7,62
4494	Secteur privé	28,46
7/ Hamster doré = 5 semaines		Tarif/animal
4495	Laboratoire CNRS	8,13
4496	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	8,13
4497	Secteur public – autres EPST et Universités	9,11
4498	Secteur privé	34,02
8/ Hamster doré = 6 semaines		Tarif/animal
4499	Laboratoire CNRS	9,46
4500	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	9,46
4501	Secteur public – autres EPST et Universités	10,60
4502	Secteur privé	39,57
9/ Hamster doré = 7 semaines		Tarif/animal
4503	Laboratoire CNRS	10,78
4504	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	10,78
4505	Secteur public – autres EPST et Universités	12,08
4506	Secteur privé	45,12
10/ Hamster doré = 8 semaines		Tarif/animal
4507	Laboratoire CNRS	12,11
4508	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	12,11

4509	Secteur public – autres EPST et Universités	13,57
4510	Secteur privé	50,68
11/ Hamster doré = 9 semaines		Tarif/animal
4511	Laboratoire CNRS	13,44
4512	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	13,44
4513	Secteur public – autres EPST et Universités	15,05
4514	Secteur privé	56,23
12/ Hamster doré femelle gestante		Tarif/animal
4515	Laboratoire CNRS	41,81
4516	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	41,81
4517	Secteur public – autres EPST et Universités	46,83
4518	Secteur privé	174,94
13/ Hamster Siberien ≤ 3 semaines		Tarif/animal
4519	Laboratoire CNRS	3,98
4520	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	3,98
4521	Secteur public – autres EPST et Universités	4,46
4522	Secteur privé	16,95
14/ Hamster Siberien = 4 semaines		Tarif/animal
4523	Laboratoire CNRS	4,89
4524	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	4,89
4525	Secteur public – autres EPST et Universités	5,47
4526	Secteur privé	20,81
15/ Hamster Siberien = 5 semaines		Tarif/animal
4527	Laboratoire CNRS	5,79
4528	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	5,79

4529	Secteur public – autres EPST et Universités	6,49
4530	Secteur privé	24,66
16/ Hamster Siberien = 6 semaines		Tarif/animal
4531	Laboratoire CNRS	6,7
4532	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	6,7
4533	Secteur public – autres EPST et Universités	7,50
4534	Secteur privé	28,51
17/ Hamster Siberien = 7 semaines		Tarif/animal
4535	Laboratoire CNRS	7,6
4536	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	7,6
4537	Secteur public – autres EPST et Universités	8,51
4538	Secteur privé	32,36
18/ Hamster Siberien = 8 semaines		Tarif/animal
4539	Laboratoire CNRS	8,51
4540	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	8,51
4541	Secteur public – autres EPST et Universités	9,53
4542	Secteur privé	36,22
19/ Hamster Siberien = 9 semaines		Tarif/animal
4543	Laboratoire CNRS	9,41
4544	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	9,41
4545	Secteur public – autres EPST et Universités	10,54
4546	Secteur privé	40,07
20/ Hamster Siberien femelle gestante		Tarif/animal
4547	Laboratoire CNRS	19,01
4549	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	19,01

4550	Secteur public – autres EPST et Universités	21,29
4551	Secteur privé	80,91
21/ Arvicanthis ≤ 3 semaines		Tarif/animal
4552	Laboratoire CNRS	7,30
4553	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	7,30
4554	Secteur public – autres EPST et Universités	8,18
4555	Secteur privé	30,54
22/ Arvicanthis = 4 semaines		Tarif/animal
4556	Laboratoire CNRS	11,28
4557	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	11,28
4558	Secteur public – autres EPST et Universités	12,64
4559	Secteur privé	47,21
23/ Arvicanthis = 5 semaines		Tarif/animal
4560	Laboratoire CNRS	15,26
4561	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	15,26
4562	Secteur public – autres EPST et Universités	17,10
4563	Secteur privé	63,87
24/ Arvicanthis = 6 semaines		Tarif/animal
4564	Laboratoire CNRS	19,25
4567	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	19,25
4568	Secteur public – autres EPST et Universités	21,56
4569	Secteur privé	80,53
25/ Arvicanthis = 7 semaines		Tarif/animal
4571	Laboratoire CNRS	23,23
4572	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	23,23



4573	Secteur public – autres EPST et Universités	26,02
4574	Secteur privé	97,19
26/ Arvicanthis = 8 semaines		Tarif/animal
4575	Laboratoire CNRS	27,21
4576	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	27,21
4577	Secteur public – autres EPST et Universités	30,48
4578	Secteur privé	113,85
27/ Arvicanthis = 9 semaines		Tarif/animal
4579	Laboratoire CNRS	31,19
4580	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	31,19
4581	Secteur public – autres EPST et Universités	34,94
4582	Secteur privé	130,51
28/ Arvicanthis femelle gestante		Tarif/animal
4583	Laboratoire CNRS	43,80
4584	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	43,80
4585	Secteur public – autres EPST et Universités	49,06
4586	Secteur privé	183,27
29/ Hamster Europe ≤ 3 semaines		Tarif/animal
4587	Laboratoire CNRS	7,30
4588	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	7,30
4589	Secteur public – autres EPST et Universités	8,18
4590	Secteur privé	30,54
30/ Hamster Europe = 4 semaines		Tarif/animal
4591	Laboratoire CNRS	11,28
4592	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	11,28

4593	Secteur public – autres EPST et Universités	12,64
4594	Secteur privé	47,21
31/ Hamster Europe = 5 semaines		Tarif/animal
4595	Laboratoire CNRS	15,26
4596	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	15,26
4597	Secteur public – autres EPST et Universités	17,1
4598	Secteur privé	63,87
32/ Hamster Europe = 6 semaines		Tarif/animal
4599	Laboratoire CNRS	19,25
4600	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	19,25
4601	Secteur public – autres EPST et Universités	21,56
4602	Secteur privé	80,53
33/ Hamster Europe = 7 semaines		Tarif/animal
4603	Laboratoire CNRS	23,23
4604	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	23,23
4605	Secteur public – autres EPST et Universités	26,02
4606	Secteur privé	97,19
34/ Hamster Europe = 8 semaines		Tarif/animal
4607	Laboratoire CNRS	27,21
4608	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	27,21
4609	Secteur public – autres EPST et Universités	30,48
4610	Secteur privé	113,85
35/ Hamster Europe = 9 semaines		Tarif/animal
4611	Laboratoire CNRS	31,19
4612	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	31,19

4613	Secteur public – autres EPST et Universités	34,93
4614	Secteur privé	130,51
36/ Hamster Europe femelle gestante		Tarif/animal
4615	Laboratoire CNRS	43,80
4616	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	43,80
4617	Secteur public – autres EPST et Universités	49,06
4618	Secteur privé	174,94
37 /psammomys ≤ 3 semaines		Tarif/animal
8057	Laboratoire CNRS	32,63
8058	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	32,63
8060	Secteur public – autres EPST et Universités	36,55
8061	Secteur privé	138,98
38 /psammomys = 4 semaines		
8062	Laboratoire CNRS	41,53
8063	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	41,53
8064	Secteur public – autres EPST et Universités	46,52
8065	Secteur privé	148,95
39 /psammomys = 5 semaines		
8066	Laboratoire CNRS	50,43
8067	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	50,43
8068	Secteur public – autres EPST et Universités	56,49
8069	Secteur privé	158,91
40 /psammomys = 6 semaines		
8070	Laboratoire CNRS	59,33
8071	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	59,33

8072	Secteur public – autres EPST et Universités	66,45
8073	Secteur privé	168,88
<i>41 /psammomys = 7 semaines</i>		
8074	Laboratoire CNRS	68,23
8075	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	68,23
8076	Secteur public – autres EPST et Universités	76,42
8077	Secteur privé	178,85
<i>42 /psammomys = 8 semaines</i>		
8078	Laboratoire CNRS	77,13
8079	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	77,13
8080	Secteur public – autres EPST et Universités	86,39
8081	Secteur privé	188,82
<i>43 /psammomys = 9semaines</i>		
8082	Laboratoire CNRS	86,03
8083	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	86,03
8084	Secteur public – autres EPST et Universités	96,36
8085	Secteur privé	198,79
<i>44/ psammomys femelle gestante</i>		Tarif/animal
8086	Laboratoire CNRS	93,93
8087	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	93,93
8088	Secteur public – autres EPST et Universités	105,20
8089	Secteur privé	397,98
<i>45/ Hamsters dorés de réforme</i>		Tarif/animal
6049	Laboratoire CNRS	5,48
6050	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	5,48
6051	Secteur public – autres EPST et Universités	6,13

6052	Secteur privé	22,91
46/ Hamsters sibériens de réforme		Tarif/animal
6053	Laboratoire CNRS	3,98
6054	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	3,98
6055	Secteur public – autres EPST et Universités	4,46
6056	Secteur privé	16,95
47/ Arvicanthis de réforme		Tarif/animal
6057	Laboratoire CNRS	7,30
6058	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	7,30
6059	Secteur public – autres EPST et Universités	8,18
6060	Secteur privé	30,54
48/ Hamsters d'Europe de réforme		Tarif/animal
6061	Laboratoire CNRS	7,30
6062	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	7,30
6063	Secteur public – autres EPST et Universités	8,18
6064	Secteur privé	30,54
49/ Psammomys de réforme		Tarif/animal
8651	Laboratoire CNRS	32,63
8652	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	32,63
8653	Secteur public – autres EPST et Universités	36,55
8654	Secteur privé	138,98



III - ZONES CONVENTIONNELLES : surcoût pièces expérimentales		
Nature des prestations		Tarif HT €
1/ Location Actimétrie 1er étage		Tarif/cage/semaine
4643	Laboratoire CNRS	0,51
4644	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	0,51
4645	Secteur public – autres EPST et Universités	0,57
4646	Secteur privé	2,61
2/ Location Actimétrie 5e étage		Tarif/cage/semaine
4619	Laboratoire CNRS	1,40
4620	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	1,40
4621	Secteur public – autres EPST et Universités	1,56
4622	Secteur privé	3,16
3/ Location Sommeil		Tarif/cage/semaine
6541	Laboratoire CNRS	3,84
6542	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	3,84
6543	Secteur public – autres EPST et Universités	4,30
6544	Secteur privé	16,86
4/ Location Salle d'autopsie		Tarif/jour
4623	Laboratoire CNRS	23,20
4624	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	23,20
4625	Secteur public – autres EPST et Universités	25,98
4626	Secteur privé	65,06
5/ Location Salle de chirurgie 1er 3è 4è 5è		Tarif/heure
4627	Laboratoire CNRS	2,00
4628	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	2,00

4629	Secteur public – autres EPST et Universités	2,24
4630	Secteur privé	9,86
IV - TOUTES ZONES : mise à disposition de personnel		
Nature des prestations		Tarif HT €
1/ Travaux d'exécution		Tarif/heure
6581	Laboratoire CNRS	9,67
6582	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	9,67
6583	Secteur public – autres EPST et Universités	10,83
6584	Secteur privé	26,69
2/ Travaux d'études et de conception		Tarif/heure
6585	Laboratoire CNRS	11,00
6586	Université de Strasbourg/Fondation Université de Strasbourg/USIAS/Inserm Grand-Est	11,00
6587	Secteur public – autres EPST et Universités	12,32
6588	Secteur privé	30,35

Article 2 :

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} décembre 2019.

Article 3 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le 28 avril 2020.

Pour le président – directeur général
et par délégation,
le délégué régional
Patrice SOULLIE



DEC200992DRH

Décision relative aux taux de promotion de grade des fonctionnaires ingénieurs, techniciens et adjoints techniques du CNRS

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre National de la Recherche Scientifique,

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps des fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques, et notamment son article 241-1-1,

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS,

Article 1^{er}

En application des dispositions de l'article 241-1-1 du décret du 30 décembre 1983 susvisé, le nombre maximum de fonctionnaires appartenant au corps des ingénieurs de recherche du CNRS pouvant être promu au titre de l'année 2021 à l'un des grades d'avancement de ce corps est déterminé par application des taux de promotion suivants :

Grades d'accès	Grades d'origine	Taux de promotion	Nombre de possibilités
Ingénieurs de recherche hors classe (sélection professionnelle)	Ingénieurs de recherche de 1 ^{ère} classe et de 2 ^{ème} classe	3,2 %	62
Ingénieurs de recherche hors classe (au choix)	Ingénieurs de recherche de 1 ^{ère} classe	3,8 %	23
Ingénieurs de recherche de 1 ^{ère} classe	Ingénieurs de recherche de 2 ^{ème} classe	16,3 %	158

Article 2

En application des dispositions de l'article 241-1-1 du décret du 30 décembre 1983 susvisé, le nombre maximum de fonctionnaires appartenant au corps des ingénieurs d'études du CNRS pouvant être promu au titre de l'année 2021 à l'un des grades d'avancement de ce corps est déterminé par application des taux de promotion suivants :

Grades d'accès	Grades d'origine	Taux de promotion	Nombre de possibilités
Ingénieurs d'études hors classe	Ingénieurs d'études de classe normale	16,6 %	199

Article 3

En application des dispositions de l'article 241-1-1 du décret du 30 décembre 1983 susvisé, le nombre maximum de fonctionnaires appartenant au corps des techniciens de la recherche du CNRS pouvant être promu au titre de l'année 2021 à l'un des grades d'avancement de ce corps est déterminé par application des taux de promotion suivants :

Grades d'accès	Grades d'origine	Taux de promotion	Nombre de possibilités
Techniciens de classe exceptionnelle (sélection professionnelle)	Techniciens de classe supérieure	9,8 %	68
Techniciens de classe exceptionnelle (au choix)	Techniciens de classe supérieure	10,2 %	66
Techniciens de classe supérieure (sélection professionnelle)	Techniciens de classe normale	8,3 %	59
Techniciens de classe supérieure (au choix)	Technicien de classe normale	13,2 %	56

Article 4

En application des dispositions de l'article 241-1-1 du décret du 30 décembre 1983 susvisé, le nombre maximum de fonctionnaires appartenant au corps des adjoints techniques de la recherche pouvant être promu au titre de l'année 2021 à l'un des grades d'avancement de ce corps est déterminé par application des taux de promotion suivants :

Grades d'accès	Grades d'origine	Taux de promotion	Nombre de possibilités
Adjointes techniques échelle C3	Adjointes techniques échelle C2	19,1 %	10

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 7 mai 2020

Le Président-directeur général



Antoine PETIT



DEC200966DRH

Le Président-directeur général du Centre National de la Recherche Scientifique

Décision portant ouverture des examens professionnels de sélection pour l'accès aux grades d'ingénieurs de recherche hors classe, de techniciens de la recherche de classe exceptionnelle et de techniciens de la recherche de classe supérieure.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre National de la Recherche Scientifique,

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps des fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques, et notamment les articles 75, 115 et 116,

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS,

Vu le décret du 24 Janvier 2018 portant nomination de M. PETIT aux fonctions de Président du CNRS,

Vu l'arrêté du 24 août 2004 modifié relatif aux examens professionnels de sélection pour l'accès à certains grades des corps d'ingénieurs et de personnels techniques et d'administration de la recherche du CNRS,

Vu le décret n° 2020-437 du 16 avril 2020 pris pour l'application des articles 5 et 6 de l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19.

DECIDE

Article 1^{er} :

Des examens professionnels de sélection sont ouverts au CNRS pour pourvoir, au titre de l'année 2021 :

62 emplois d'ingénieurs de recherche hors classe,

68 emplois de techniciens de la recherche de classe exceptionnelle,

59 emplois de techniciens de la recherche de classe supérieure.

CNRS

Direction des ressources humaines

Service du développement professionnel des ingénieurs et techniciens

T. 01 44 96 51 54

www.cnrs.fr



Article 2 :

A partir du **19 mai 2020**, une procédure d'inscription en ligne aux examens professionnels de sélection sera à la disposition des candidats à l'adresse Internet suivante : <http://carrieres.cnrs.fr>.
La date limite des inscriptions en ligne est fixée **au 18 juin 2020 à 12h00**.

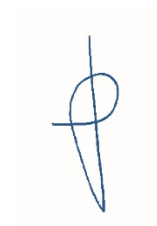
Article 3 :

Les épreuves orales de sélection se dérouleront à compter du **16 novembre 2020**. Les candidats seront convoqués individuellement.

Article 4 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 7 mai 2020



Antoine PETIT



DEC200993DRH

Décision modificative portant nomination de membres remplaçants à la CAP n° 2, compétente à l'égard des chargés de recherche

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu l'arrêté du 24 février 1986 modifié instituant des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels du CNRS ;

Vu la décision du 6 décembre 2018 arrêtant la liste des représentants élus aux commissions administratives paritaires (CAP) compétentes à l'égard des personnels du CNRS,

Article 1^{er} CAP n° 2 – Chargés et chargées de recherche

Titulaire :

Mme Véronique MARTIN-JEZEQUEL CRHC Représentante SNCS-FSU

Est remplacée par

M. Denis JOUAN CRHC Représentant SNCS-FSU

Article 2 CAP n° 2 – Chargés et chargées de recherche

Suppléant :

M. Denis JOUAN CRHC Représentant SNCS-FSU

Est remplacé par

Mme Nicole EL MASSIOUI CRHC Représentante SNCS-FSU

Fait à Paris, le 29 avril 2020

Le directeur des ressources humaines,
Hugues de LA GIRAUDIERE



DEC200987DRH

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n°82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n°84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre National de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 24 février 1986 modifié instituant des commissions administratives paritaires à l'égard du personnel du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC190174DRH du 22 janvier 2019 portant nomination de remplaçants titulaires et suppléants à la commission administrative paritaire des chargés de recherche.

DECIDE

Article 1^{er}

Est nommé, à compter du 1^{er} juillet 2020, représentant suppléant de l'administration à la commission administrative paritaire des chargés de recherche :

Monsieur Bernard DUSSARDIER
Directeur de recherche de 2^{ème} classe

En remplacement de :

Monsieur Philippe BOUCAUD
Chargé de recherche hors classe

Article 2

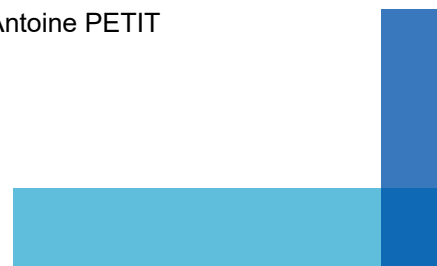
La présente décision sera publiée au bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 29 avril 2020



Le Président-Directeur général

Antoine PETIT



DEC200996DR04

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8190 intitulée Laboratoire "Atmosphères et observations spatiales"

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC200526DAJ du 4 mars 2020 donnant délégation de signature à Mme Marie-Hélène PAPILLON, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC193206DGDS portant renouvellement de l'unité UMR8190 à compter du 01/01/2020 ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8190.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 9 membres élus ;
- 4 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 4 mai 2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



DEC200997DR04

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UPR288 intitulée Laboratoire d'énergétique moléculaire et macroscopique, combustion

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC200526DAJ du 4 mars 2020 donnant délégation de signature à Mme Marie-Hélène PAPILLON, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC191245DGDS portant renouvellement de l'unité UPR288 à compter du 01/01/2020 ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UPR288.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 9 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 6 membres élus ;
- 2 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 4 mai 2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



DEC200802DR04

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UPR2301 intitulée Institut de chimie des substances naturelles

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180330DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à Mme Marie-Hélène PAPILLON, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC191245DGDS portant renouvellement de l'unité UPR2301 à compter du 01/01/2020 ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UPR2301.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 13 membres élus ;
- 05 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 4 mars 2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



DEC200971DR05

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8096 intitulée Archéologie des Amériques (Archam)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant renouvellement de l'unité UMR8096 intitulée Archéologie des Amériques (Archam)

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Archéologie des Amériques (Archam).

Article 2 : Composition

En application de l'article 3 de la décision du 28 octobre 1992, l'assemblée générale, composée de l'ensemble des électeurs, constitue le conseil de laboratoire.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 17 avril 2020

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC200942DR05

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7235 intitulée EconomiX

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision DEC1991237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7235 intitulée EconomiX,

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité EconomiX.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 19 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 11 membres élus ;
- 6 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 6 avril 2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC200900DR05

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7218 intitulée Laboratoire architecture ville urbanisme environnement (LAVUE)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7218 intitulée Laboratoire architecture ville urbanisme environnement (LAVUE)

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Laboratoire architecture ville urbanisme environnement (LAVUE).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 16 membres :

- le directeur de l'unité ;
- les 2 directeurs adjoints ;
- 9 membres élus ;
- 4 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 17 mars 2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC200899DR05

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8088 intitulée Analyse, géométrie et modélisation (AGM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8088 intitulée Analyse, géométrie et modélisation (AGM)

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Analyse, géométrie et modélisation (AGM).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 7 membres élus ;
- 6 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 18 mars 2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC200898DR05

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7114 intitulée Modèles, dynamiques, corpus (MODYCO)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7114 intitulée Modèles, dynamiques, corpus (MODYCO)

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Modèles, dynamiques, corpus (MODYCO).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 14 membres :

- le directeur de l'unité ;
- la directrice adjointe ;
- 7 membres élus ;
- 5 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 18 mars 2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC201047DR05

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UPS855 intitulée Division technique de l'INSU (DT INSU)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision DEC191249DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement des unités propres de service,

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Division technique de l'INSU (DT INSU).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 11 membres :

- le directeur de l'unité ;
- les 2 directeurs adjoints ;
- 7 membres élus ;
- 1 membre nommé.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 27 mai 2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Philippe Cavelier

Par délégation
L'Adjointe au Délégué régional

Ana Claudia FONSECA BREFE



DEC200882DR05

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7220 intitulée Institut des sciences sociales du politique (ISP)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7220 intitulée Institut des sciences sociales du politique (ISP)

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Institut des sciences sociales du politique (ISP)

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- les 2 directrices adjointes ;
- 12 membres élus ;
- 5 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 16 mars 2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC201046DR05

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8051 intitulée Equipes traitement de l'information et systèmes (ETIS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC132119DAJ du 2 septembre 2013 nommant Philippe Cavalier délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 2 septembre 2013 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant renouvellement de l'unité UMR8051 intitulée Equipes traitement de l'information et systèmes (ETIS)

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Equipes traitement de l'information et systèmes (ETIS).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- la directrice adjointe ;
- 8 membres élus ;
- 5 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 28 avril 2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Philippe Cavalier

Par délégation
L'Adjointe au Délégué régional

Ana Claudia FONSECA BREFE



DEC200964DR18

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8188 intitulée Centre de Recherche en Informatique de Lens (CRIL)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC191680DAJ du 1^{er} juillet 2019 donnant délégation de signature à M. Christophe MULLER, délégué régional pour la circonscription Hauts-de-France ;

Vu la décision collective DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité mixte de recherche UMR8188 intitulée « Centre de Recherche en Informatique de Lens (CRIL) » dont le directeur est M. Pierre MARQUIS;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Centre de Recherche en Informatique de Lens (CRIL).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- 2 membres de droit :
 - le directeur de l'unité ; Pierre MARQUIS
 - le directeur adjoint ; Daniel LE BERRE

- 10 membres élus :

Collège des enseignants-chercheurs et chercheurs permanents de rang A

- Gilles AUDEMARD (PR, élu)
- Salem BENFERHAT (PR, élu)
- Lakhdar SAÏS (PR, élu)

Collège des enseignants-chercheurs et chercheurs permanents de rang B

- Saïd JABBOUR (MCF-HDR, élu)
- Stefan MENGEL (CR, élu)



- Anastasia PAPARRIZOU (CR, élue)

Collège des autres enseignants-chercheurs et chercheurs

- Cyrille D'HALLUIN (PAST, élu)
- Romain WALLON (doctorant, élu)

Collège des ingénieurs et personnels techniques et administratifs

- Virginie DELAHAYE (AI, élue)
- Fabien DELORME (IR, élu)

➤ 3 membres nommés :

Collège des enseignants-chercheurs et chercheurs permanents de rang B

- Fahima CHEIKH-ALILI (MCF, nommée)
- Olivier ROUSSEL (MCF, nommé)

Collège des autres enseignants-chercheurs et chercheurs

- Marie MICELI (doctorante, nommée)

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le : 15/04/2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Christophe MULLER



DEC200965DR18

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR9193 intitulée Sciences Cognitives et Sciences Affectives (SCALab)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC191680DAJ du 1^{er} juillet 2019 donnant délégation de signature à M. Christophe MULLER, délégué régional pour la circonscription Hauts-de-France ;

Vu la décision collective DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité UMR9193, intitulée Laboratoires sciences cognitives et sciences affectives, dont le directeur est M. Yann COELLO ;

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Sciences Cognitives et Sciences Affectives (SCALab)

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

• 2 membres de droit ;

- Le directeur de l'unité : Yann COELLO
- Le directeur adjoint : Jean-Louis NANDRINO

• 8 membres élus ;

- Collège PR : Pascal ANTOINE, Séverine CASALIS
- Collège MCF/ PAST/ ATER : Karyn DOBA, Dominique KNUTSEN, Delphine GRYNBERG
- Collège CR/ DR CNRS: Solène KALENINE
- Collège IATOS/ ITA : Marion VINCENT
- Collège doctorant – post doctorant : Ségolène GUERIN (titulaire) et Maria-Francesca GIGLIOTTI (suppléante)

• 5 membres nommés ;

- Laurent SPARROW, Coordinateur opérationnel pôle de recherche Sciences et Cultures du Visuel
- Yannick WAMAIN, Membre du comité éthique
- Angèle BRUNELLIÈRE, Responsable d'équipe
- Laurent MADELAIN, Responsable d'équipe
- Henrique SEQUEIRA, Responsable d'équipe

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le : 15/04/2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Christophe MULLER



DEC201008DR18

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7352 intitulée Laboratoire Amiénois de mathématique fondamentale et appliquée (LAMFA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC191680DAJ du 1^{er} juillet 2019 donnant délégation de signature à M. Christophe MULLER, délégué régional pour la circonscription Hauts-de-France ;

Vu la décision collective DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7352, intitulée Laboratoire Amiénois de mathématique fondamentale et appliquée (LAMFA), dont le directeur est Ivan MARIN ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Laboratoire Amiénois de mathématique fondamentale et appliquée (LAMFA)

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 10 membres :

- 1 membre de droit :

Le directeur de l'unité ; Ivan MARIN

- 6 membres élus :

Collège des enseignants-chercheurs, chercheurs et assimilés

Serge BOUC, Directeur de Recherche CNRS

Vivien DESVEAUX, Maître de Conférences

Clémence LABROUSSE, Maître de Conférences

Youcef MAMMERI, Maître de Conférences

Collège Doctorant :

Yohan HOSTEN, Doctorant

Collège BIATS :

Laurent RENAULT, BIATS



- 3 membres nommés :

Collège des enseignants-chercheurs, chercheurs et assimilés

Ramla ABDELLATIF, Maître de Conférences

Elise JANVRESSE, Professeur

Frédéric PACCAUT, Maître de Conférences

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le : 04/05/2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Christophe MULLER



BULLETIN OFFICIEL DU CNRS

CNRS
3, rue Michel-Ange
75794 Paris Cedex 16

Directeur de la publication
Christophe Coudroy

Pour consulter le BO et ses archives
<http://www.dgdr.cnrs.fr/bo/>

Dépôt légal à parution

Mai 2020

ISSN 1148-4853

